



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Tripoli, Jamahiriya arabe libyenne,

19 - 23 avril 1982



Distr. / GÉNÉRALE

E/ECA/TPCW.3/7

4 mars 1982

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

4884

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES VICE-RECTEURS,  
PRESIDENTS ET RECTEURS DES ÉTABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE

(Organisée sous l'égide de la CEA et de l'AUA  
en coopération avec l'OUA et l'UNESCO)

Addis-Abeba, 25-29 janvier 1982

1942

1943

1944

1945

1946

1947

1948

1949

1950

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

1958

1959

## A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La première Conférence des vice-recteurs, présidents, et recteurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 25 au 29 janvier 1982 à la Maison de l'Afrique. Elle était organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Association des universités africaines (AUA) en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

2. Le principal thème de la conférence était : "l'orientation des établissements d'enseignement supérieur dans le sens du développement des ressources humaines face à l'évolution des besoins socio-économiques des Etats africains". A cet égard, le point de référence est le "Plan d'action de Lagos" issu d'une évaluation réelle du sous-développement et de la situation économique du continent africain depuis l'indépendance, à laquelle ont procédé les chefs d'Etat africains.

3. Les objectifs de cette conférence sont donc les suivants :

- a) Réexaminer le rôle des institutions d'enseignement supérieur en Afrique dans le cadre de la mise en oeuvre du "Plan d'action de Lagos" pour élaborer des stratégies aux fins suivantes :
  - i) Adaptation des programmes aux besoins du développement national;
  - ii) Harmonisation des programmes d'études des instituts d'enseignement supérieur avec les besoins du développement socio-économique dans les Etats africains;
  - iii) Participation des instituts d'enseignement supérieur au développement économique des Etats africains par la production d'une main-d'oeuvre qualifiée répondant quantitativement et qualitativement aux besoins des pays pour parvenir à leur autonomie économique;
  - iv) Participation des instituts d'enseignement supérieur à la production de biens et services tels que les pièces de rechange, le matériel pédagogique, le matériel de laboratoire, les manuels, etc. nécessaires aux pays ainsi que la prestation de services consultatifs;
  - v) Création de liens appropriés entre l'éducation, la formation et les activités d'emploi, et entretiens des relations très étroites entre l'industrie et la communauté;
  - vi) Elaboration de méthodes adéquates pour l'évaluation des résultats de recherches et diffusion de l'information aux autorités compétentes et au secteur privé;
  - vii) Formation pédagogique en vue d'encourager l'innovation dans l'enseignement et la participation des enseignants à la préparation et à l'application des réformes de l'enseignement, aux innovations, et formation des chercheurs afin de résoudre les problèmes éducationnels.

b) Examiner les stratégies pour l'utilisation maximale des compétences, des installations résidentielles et des dispositifs institutionnels des institutions africaines d'enseignement supérieur.

c) Aider à définir les priorités de coopération régionale et internationale dans la recherche en matière d'éducation, dans la formation du personnel, dans la production du matériel pédagogique, dans la publication des manuels en usage dans les institutions de niveaux élémentaire, secondaire et supérieur, pour l'échange d'information et pour le développement de la science et de la technologie.

d) Formuler une stratégie de développement de la main-d'oeuvre qualifiée, en vue de l'exploration, de l'exploitation et de la transformation des ressources minérales non exploitées de l'Afrique pour assurer le transfert, et l'adaptation des techniques aux besoins locaux, pour encourager l'effort communautaire et le développement rural.

4. Le deuxième objectif est d'échanger des idées sur les moyens d'élever le niveau intellectuel de la région africaine et sur la mesure dans laquelle les institutions d'enseignement supérieur pourraient aider au développement des sciences et des techniques et participer à l'effort de développement aux niveaux national et régional.

5. Ont participé à la conférence 150 représentants, dont des vice-recteurs, présidents, recteurs, professeurs et chercheurs provenant des 63 institutions d'enseignement supérieur suivantes de 26 Etats africains : Universidade de Angola (Angola), Université du Burundi (Burundi), Université de Yaoundé (République-unie du Cameroun), Université Marien Ngouabi (Congo), Menafia University, Minya University, Cairo University, Mansoura University, Tanta University, Suez Canal University, Helwan University et Ain Shams University (Egypte), Université d'Addis-Abeba, Commission de l'enseignement supérieur de l'Ethiopie socialiste, Collège agricole de Debre Zeit, Collège d'agriculture d'Awasa, Collège d'agriculture de Dire Dawa et Université d'Asmara (Ethiopie), Département des études du Ministère de l'éducation nationale (Guinée équatoriale), Polytechnique de Conakry, Direction de l'enseignement supérieur (Guinée), Université d'Abidjan (Côte d'Ivoire), Kenyatta University College et University of Nairobi (Kenya), University of Liberia (Libéria), Garyounis University (Jamahiriya arabe libyenne), Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (Maroc), Federal Polytechnic, Bida, The Polytechnic, Ibadan, The Polytechnic, Owo, University of Port Harcourt, University of Ife, University of Ibadan, Federal Polytechnic, Idah, University of Lagos, University of Sokoto, University of Nigeria, Nsukka, Yaba College of Technology, Federal Polytechnic, Akure, Lartilla College of Arts, Science and Technology, Benue State, Ogun State Polytechnic, Bayero University, Kano, Benue Polytechnic, Makurdi, Rivers State University of Science and Technology, Port Harcourt, et The Polytechnic of Sokoto State (Nigéria), Université du Rwanda, Bukare, Direction du commerce, Ministère de l'enseignement supérieur (Rwanda), Université des Mutants, Gorée (Sénégal), Université de Juba, Université de Khartoum, Université de Gezira et Université islamique d'Omdurman (Soudan), Université du Bénin (Togo), Makerere University, Inter-University Council for East Africa, Kampala (Ouganda), Université de Lubumbashi, Université de Kisangani, Université de Kinshasa (Zaïre), University of Zambia (Zambie) et University of Zimbabwe (Zimbabwe).

6. Assistaient également à la Conférence des représentants de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), de l'Association africaine d'éducation des adultes (AAEA), de l'Association africaine pour l'administration publique et la gestion (AAPAM), de l'Institut africain de formation supérieure et de recherches techniques (AIHTTR) et de l'Institut régional d'études démographiques (RIPS).

7. Les institutions et organes des Nations Unies suivants étaient représentés : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Centre du Commerce international (CCI).

8. L'Association des universités du Commonwealth et l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) étaient représentées par des observateurs.

9. Assistaient également à la Conférence des observateurs des missions diplomatiques suivantes en Ethiopie : Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, France, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Niger, Rwanda et République-unie du Cameroun.

10. Le secrétariat de la Conférence était assuré par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Association des universités africaines (AUA) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

11. M. Duri Mohamed, recteur de l'Université d'Addis-Abeba, a été élu Président de la Conférence. M. C.A. Onwumechili, recteur de l'Université d'Ife, M. A. Abuzar, recteur de l'Université de Juba et M. Daniel Abibi, recteur de l'Université de Brazzaville ont été élus vice-présidents, tandis que M. George A. Adebisi, recteur de la Federal Polytechnic de Bida (Nigéria) a été élu Rapporteur général.

#### B. ORDRE DU JOUR

12. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Déclarations d'ouverture

2. Election du bureau : un président, trois vice-présidents et un rapporteur général

3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

4. Principaux exposés :

a) Rôle des universités dans la satisfaction des besoins en matière de main-d'oeuvre nécessaire à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos au cours des années 80

b) Rôle des universités africaines dans la solution des problèmes que pose actuellement le développement

- c) Transformation des objectifs, des stratégies et de l'enseignement au service du développement en vue de l'édification d'économies auto-suffisantes en Afrique : l'enseignement au service du changement et de l'indépendance économique
- d) Utilisation maximale des ressources (humaines, matérielles et financières) des universités africaines pour promouvoir le développement socio-économique du continent
- e) Politiques et stratégies pour l'utilisation optimale des ressources pour le développement de l'enseignement
- f) Développement des moyens et de la capacité des universités en vue de satisfaire les besoins en matière de main-d'oeuvre
- g) Rôle de l'enseignement secondaire et ses relations avec l'enseignement supérieur dans le cadre d'un changement socio-économique dynamique en Afrique

5. Discussions au sein des groupes de travail :

- a) Réorientation du rôle des institutions d'enseignement supérieur dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos (bilingue)
- b) L'enseignement au service de l'innovation et de l'indépendance économique (bilingue)
- c) Utilisation maximale des ressources des institutions d'enseignement supérieur en Afrique (unilingue)
- d) Coopération en matière de développement de l'enseignement, de la recherche, d'élaboration du matériel d'enseignement et de manuels et de formation spécialisée (unilingue)

6. Activités de suivi et ligne de conduite

7. Questions diverses

8. Adoption du rapport

9. Clôture de la Conférence

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Déclarations d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

13. La Conférence a été officiellement ouverte par le Camarade Goshu Wolde, Ministre de l'éducation de l'Ethiopie socialiste. Le Ministre a souhaité la bienvenue à tous les participants et a déclaré que son Gouvernement était heureux qu'Addis-Abeba ait été le lieu choisi pour cette conférence.

14. Les principaux points de son allocution d'ouverture sur le thème "Les objectifs du Plan de Lagos pour l'an 2000, et les responsabilités des établissements africains d'enseignement supérieur" étaient les suivants :

- a) La nécessité d'incorporer l'enseignement supérieur au développement économique de l'Afrique, dans le cadre des obligations de la région qui découlent du Plan d'action de Lagos.
- b) La responsabilité qu'ont les établissements d'enseignement supérieur de traduire les buts bien déterminés que l'on a décidé d'atteindre en Afrique en l'an 2000 en programmes détaillés d'une portée suffisante pour inclure la formation accélérée de la main-d'oeuvre et des travaux de recherche en vue du développement rapide du continent. En conséquence, alors que, dans le Plan d'action de Lagos on avait déterminé ce qu'il fallait faire, l'objectif de la présente Conférence est de trouver comment les institutions du troisième cycle pourraient participer le plus efficacement aux réalisations dans ce domaine.
- c) On comptait que la Conférence contribuerait utilement aux travaux de la Réunion des ministres africains de l'éducation qui est prévue en juillet à Salisbury, en ce qui concerne la contribution du troisième cycle en élaborant des concepts intégrés relatifs à la manière dont les établissements d'enseignement supérieur peuvent contribuer à la réalisation du Plan d'action de Lagos.
- d) Le travail que doivent exécuter les établissements d'enseignement du troisième cycle en Afrique représente une lourde tâche. Il faut déterminer :
  - i) Comment pourront-ils former la main-d'oeuvre nécessaire dans les moindres délais, tout en assurant une formation de la qualité voulue ?
  - ii) Comment peut-on subordonner les intérêts personnels aux objectifs principaux en matière d'éducation et aux obligations sociales impérieuses ?
  - iii) Comment résoudre le problème général des priorités inversées ?
  - iv) Comment adopter de nouvelles attitudes favorables aux changements socio-économiques que l'on cherche à produire ?
  - v) Comment peut-on obtenir de meilleurs résultats avec les ressources limitées dont on dispose ?
  - vi) Comment peut-on mieux adapter les programmes aux besoins réels du développement en Afrique et les intégrer plus efficacement dans la société, etc ?

15. Le Ministre a conclu en souhaitant que la Conférence soit couronnée de succès, et que ses travaux constituent le prélude à une action énergique, dans le cadre du Plan d'action de Lagos, afin d'atteindre rapidement le stade de l'autonomie et assurer un développement et une croissance économiques autonomes en Afrique.

16. M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la CEA, a souhaité la bienvenue à tous les participants et observateurs réunis à la Maison de l'Afrique où tant de décisions relatives au développement du continent ont été prises depuis 24 ans.

Se référant aux célèbres "objectifs d'Addis-Abeba" fixés il y a près de 21 ans pour favoriser le développement de l'éducation en Afrique, il a remarqué que le Plan d'action de Lagos, plus récent, constitue une stratégie fondamentale conçue pour assurer la survie et le développement du continent africain, après les échecs du passé.

17. Après avoir souligné les objectifs prioritaires du Plan d'action de Lagos, il a attiré l'attention sur le rôle que les établissements africains du troisième cycle seront appelés à jouer pour la réalisation de ces objectifs. Ces établissements ont un rôle vital à jouer dans le développement en quantité voulue d'une main-d'oeuvre de la qualité voulue et dont les aptitudes correspondront directement aux besoins du développement socio-économique.

18. Il a demandé aux établissements du troisième cycle, individuellement et collectivement, de réexaminer le rôle qu'ils jouent dans le développement agricole et rural, et en matière d'industrialisation et de progrès technique. Par ailleurs, les organes politiques et administratifs des pays intéressés devront reconnaître l'importance des établissements du troisième cycle eu égard au rôle qu'ils peuvent jouer dans l'effort de développement et ils devront donc faire de plus en plus appel à ces établissements pour la planification de ce développement.

19. Il a conclu en offrant un certain nombre de propositions concrètes à l'examen des participants à la Conférence.

20. Le représentant de l'OUA, prenant la parole au nom du Secrétaire général de l'OUA, a indiqué la nécessité de déployer des efforts plus importants afin de mobiliser toutes les ressources en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Ces efforts devaient être déployés dans tous les secteurs et en particulier dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines par l'enseignement. Ce dernier nécessitait une réorientation qui permettrait à ceux qui auraient été formés d'être mieux intégrés dans leur société et mieux imprégnés de leurs valeurs traditionnelles. Il a invité la Conférence à examiner notamment des stratégies qui permettraient de régler définitivement quelques-uns au moins des problèmes que rencontre le continent dans le domaine de l'enseignement et à se pencher sur les innovations relatives à la traduction des nouvelles techniques dans les langues locales afin de promouvoir le processus d'africanisation de la connaissance technique.

21. Une déclaration de l'Association des universités africaines a été lue par le Secrétaire général de l'AUA. Il a déclaré que des institutions d'enseignement supérieur avaient au cours des vingt dernières années vu le jour sur tout le continent mais que le débat se poursuivait toujours sur la manière dont ces institutions pouvaient être mieux adaptées aux réalités africaines et plus aptes à satisfaire les besoins de l'Afrique. Il a reconnu qu'en dépit de la croissance prodigieuse enregistrée dans la création des universités, une université africaine dotée d'une identité distincte n'avait toujours pas vu le jour. L'université africaine devait être une institution soucieuse de former une main-d'oeuvre adaptée aux besoins de développement socio-économique, culturel

et politique de l'Afrique, une institution qui devait mener des activités de recherche et de développement dans les domaines de la technique et de la médecine, etc.. Les universités devraient maintenant descendre de leur "tour d'ivoire" pour acquérir l'assurance nécessaire qui leur permettrait de résoudre les problèmes de sous-développement du continent. Cette démarche pouvait porter plus de fruits si elle était entreprise dans le cadre de la coopération régionale. Il a, pour terminer, souhaité plein succès aux travaux de la Conférence.

22. La Conférence a aussi entendu un message de M. Amadou Moustar Mbow, Directeur général de l'UNESCO. Le message a rappelé que l'UNESCO se préoccupait depuis un certain temps de la croissance et du développement de l'enseignement supérieur en Afrique et avait entrepris plusieurs activités - notamment l'organisation de réunions - destinées à développer ce niveau d'enseignement en Afrique. Les travaux et conclusions de la présente Conférence devraient constituer un point important de l'ordre du jour de la prochaine Conférence des ministres africains de l'enseignement à Salisbury (Zimbabwe).

23. L'Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique a lancé un appel aux universités africaines et aux institutions d'enseignement supérieur pour qu'elles participent activement aux activités qui permettraient aux pays africains de faire face aux problèmes de développement. L'orientation de l'enseignement et l'organisation globale des institutions d'enseignement supérieur devaient refléter les préoccupations actuelles des pays africains et devaient viser à former des intellectuels capables de contribuer plus positivement au développement du continent. La création envisagée de l'Institut africain d'études prospectives contribuerait énormément, si elle était appuyée et orientée par des institutions nationales grâce à l'organisation de programmes nationaux appropriés d'études des prospectives, à aider les Africains à préparer le terrain pour leur développement à venir. Il a, pour conclure, assuré la Conférence de l'intérêt et de l'appui continu du PNUD pour l'oeuvre des universités africaines. Il a exprimé le souhait que des travaux de la Conférence émergent des programmes d'action qui amèneraient les universités à participer davantage à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

#### Principaux exposés (point 4 de l'ordre du jour)

Rôle des universités dans la satisfaction des besoins en matière de main-d'oeuvre nécessaire à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos au cours des années 80  
(point 4 a) de l'ordre du jour/

24. Deux documents ont été présentés lors de l'examen du sujet ci-dessus.

25. En présentant le document intitulé "Rôle de l'enseignement supérieur dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos (PAMM/AAU/ED/1/82), le secrétariat a indiqué que ce texte expliquait les circonstances qui ont abouti à l'adoption du Plan.

26. L'approche au développement adopté par l'Afrique comportait apparemment de graves lacunes. Les systèmes économiques en Afrique sont issus d'un modèle colonial qui fait qu'environ 120 pays du "Sud" exportaient des matières premières à une quinzaine ou une vingtaine de pays développés qui constituaient ce qu'on appelait le "Nord". Ce modèle s'est perpétué en Afrique depuis l'ère coloniale.

27. Le document de la CEA faisait ressortir les lacunes les plus graves dans l'approche au développement économique adoptée par l'Afrique :

- a) Les plans de stabilisation des prix n'avaient jamais tourné à l'avantage des pays africains à cause des fausses hypothèses telles que "l'insatiabilité" du Nord.
- b) Le fait de tabler sur l'exportation d'un produit unique pour réaliser le développement, alors qu'il existait en réalité d'immenses ressources naturelles qui pouvaient servir au développement socio-économique à l'échelle locale.
- c) Les termes de l'échange étaient toujours défavorables aux pays du Sud.
- d) L'importante importation d'invisibles tels que les services bancaires, d'enseignement, d'ingénieurs-conseils, et autres, tendait à aggraver sérieusement le déficit extérieur.

28. Fondamentalement, l'approche au développement adoptée en Afrique qui se fondait sur l'exportation pour réaliser le développement n'était pas normale. Même au Japon, grand pays exportateur, la production visait essentiellement le marché local. Ainsi, cette approche anormale adoptée par l'Afrique avait également déterminé la nature des facteurs de production, notamment l'enseignement et la recherche.

29. Par conséquent, le Plan d'action de Lagos portait sur un certain nombre de domaines clés se rapportant à la réalisation du développement socio-économique en Afrique :

- a) Autonomie (impulsion endogène à la croissance, plutôt qu'exogène) qui doit se réaliser par :
  - i) la transformation du marché intérieur;
  - ii) la substitution des produits;
  - iii) des facteurs de production propres à réduire la dépendance de l'extérieur.
- b) Mise en place de l'infrastructure matérielle indispensable à la réalisation de la croissance économique
- c) Examen des problèmes particuliers aux chefs d'entreprises

- d) Formation de la main-d'oeuvre spécialisée nécessaire
- e) Production locale de matériel et de pièces de rechange
- f) Mise au point de techniques appropriées (non pas pour "faire bien", mais pour s'en servir)
- g) Adoption d'une stratégie appropriée en matière de financement spécialement destinée à accélérer le rythme avec lequel l'Afrique peut reproduire les produits qu'elle doit autrement importer.

30. Par ailleurs, le document attirait l'attention sur les différentes dimensions de la contribution que pourraient apporter les établissements d'enseignement supérieur à la réalisation des objectifs africains de développement qui sont énoncés dans le Plan d'action de Lagos. Par conséquent, les établissements d'enseignement supérieur ont été priés de procéder à un examen approfondi d'une liste de questions importantes :

- l'enseignement supérieur et le secteur tertiaire
- l'enseignement supérieur et le monde des affaires (notamment les entreprises nationales, privées et publiques)
- l'enseignement supérieur et le secteur rural
- l'enseignement supérieur et la dynamique du marché intérieur et sa transformation
- l'enseignement supérieur et la mise en valeur et l'exploitation des talents de plus de la moitié de la population constituée par les femmes
- l'enseignement supérieur et l'exode des cerveaux
- l'enseignement supérieur et la planification de la main-d'oeuvre et de la formation
- l'enseignement supérieur et le problème des moyens de communication et de diffusion
- l'enseignement supérieur et la recherche spécifique
- l'enseignement supérieur et la futurologie, etc.

31. Les établissements d'enseignement supérieur étaient invités à examiner leur nouveau rôle en vue d'évaluer :

- a) Le rythme de l'expansion des connaissances et ses conséquences sur le contenu de l'enseignement et sur les méthodes;
- b) La structure et la dynamique de l'industrie de la connaissance, surtout au niveau national;
- c) Les études et le travail;
- d) Les structures intellectuelles de l'innovation et de l'invention;

- e) L'identification et l'emploi de techniques d'accélération, d'adaptation et d'économie;
- f) Le syndrome du diplôme;
- g) La dégénérescence de l'enseignement supérieur faute de sang nouveau;
- h) La transmission de valeurs culturelles délétères par l'éducation importée.

32. Le deuxième document, intitulé "Une politique universitaire pour un nouveau développement en Afrique" (PAMM/AAU/ED/17/82) et présenté par le secrétariat de l'OUA, soulignait les raisons pour lesquelles l'Afrique devait conformer les grandes lignes de son développement au Plan d'action de Lagos. Le continent africain doit urgemment coopérer et collaborer dans les questions de développement. Il appelait aussi l'attention sur les problèmes de base que les institutions d'enseignement supérieur devraient aider à résoudre, entre autres le fait que :

- l'espérance de vie reste toujours faible (45 ans);
- l'analphabétisme demeure très élevé (plus de 75 p. 100 dans de nombreux pays);
- la production alimentaire baisse et que nombre des pays n'arrivent pas à nourrir leur population;
- il sévit une grave pénurie de main-d'oeuvre de niveau moyen et supérieur;
- l'Afrique est excessivement tributaire des pays développés pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles.

33. Dans ce contexte, le Plan d'action de Lagos mettait l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques du continent. Les établissements d'enseignement supérieur en particulier ont un rôle vital à jouer, consistant entre autres à :

- a) Rompre avec le concept de "transfert de technologie" et le remplacer par celui de "coopération scientifique et technique";
- b) Intégrer les techniques modernes et traditionnelles en adaptant et en développant les secondes et en créant de nouvelles;
- c) Associer les populations au progrès technique et leur en faire prendre conscience grâce à des campagnes d'information sur la science et technique, etc.
- d) Accorder une plus grande place à la science et à la technique dans les politiques d'enseignement;

e) Abandonner :

- i) Certains concepts et habitudes tels que le calquage manifeste des plans d'étude et des programmes d'enseignement;
- ii) La course effrénée aux grades et diplômes universitaires au détriment de la formation et de l'expérience ainsi que de la connaissance productive;
- f) Encourager la coopération entre Etats africains, en consolidant ainsi l'unité africaine en vue du développement sous tous ses aspects.

34. On a également attiré l'attention sur les objectifs suivants :

- a) Mise en place de systèmes d'enseignement qui intègrent les valeurs que sont la civilisation et la solidarité africaines;
- b) Promotion des langues africaines en tant que pivot de la transmission de l'héritage culturel et qu'instruments de développement;
- c) Mise au point de techniques appropriées dans les établissements d'enseignement supérieur;
- d) Participation des établissements d'enseignement supérieur aux activités communautaires et au développement rural.

35. Après la présentation des documents de base par les représentants des secrétariats de la CEA et de l'OUA, la Conférence a formulé les propositions ci-après

36. Les établissements africains d'enseignement supérieur devraient assurer davantage que des fonctions d'enseignement, de formation, et de recherche en :

- a) Diversifiant les services qu'ils dispensent à la communauté;
- b) Fournissant davantage de connaissances techniques et de service de consultants aux secteurs public et privé;
- c) Participant aux programmes de développement;
- d) Coopérant à la planification du développement au lieu de laisser les gouvernements importer des compétences de l'étranger c'est-à-dire des pays développés.

37. Les gouvernements africains devraient accorder la priorité aux universités nationales lorsqu'il s'agit de fournir des compétences avant de se précipiter vers les pays développés pour acquérir de telles compétences.

38. Les universités devraient utiliser la science moderne pour améliorer et adopter les techniques africaines par une politique technologique valable.

39. Il faudrait introduire des cours intercalés obligatoires en sciences et techniques dans les établissements d'enseignement supérieur.

40. Etant donné que plus de 80 p. 100 de la population, en majorité illettrée, vit en zone rurale, les établissements d'enseignement supérieur devraient jouer un rôle clé d'agents de développement dans ces régions.

41. Il faudrait appliquer la recherche aux problèmes réels qui se posent aux pays tels que la formation de personnel pour les établissements supérieurs. En outre, les problèmes de développement rural devraient constituer un élément important de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur et figurer aux programmes de ces établissements.

42. Afin d'éviter le clivage entre les universités, l'Etat et les milieux d'affaires, les établissements d'enseignement supérieur devraient tout mettre en oeuvre pour assurer la liaison entre eux en offrant sincèrement leur concours et en participant franchement aux efforts de développement. Le problème ne tient pas toujours à "l'autre" partie. Les établissements d'enseignement supérieur doivent également voir de leur propre côté.

43. Des mécanismes convenables de suivi sont également nécessaires aux fins du monitoring.

Former une main-d'oeuvre au service du développement industriel :

mission difficile pour les établissements africains d'enseignement supérieur  
(PAM/AAU/ED/10/82) /point 4. b) de l'ordre du jour/

44. En prenant comme exemple trois industries clés : sidérurgie, industrie chimique (engrais), alimentation et agro-industrie, le document de la CEA soulignait l'insuffisance notoire constatée dans la qualité de la main-d'oeuvre professionnelle et technique à l'horizon 2000. Les efforts effrénés que déployaient les gouvernements africains pour former leurs ressortissants en Europe et aux Amériques exigeaient des ressources qui auraient pu servir à financer en Afrique plusieurs excellents programmes du troisième cycle. En outre, la plupart des nationaux qui sont partis à l'étranger pour poursuivre leurs études ne sont jamais rentrés dans leurs pays.

45. Les trois types d'industries examinées dans le document de la CEA devaient être pris en compte dans toute tentative visant à changer le rythme de développement en Afrique. L'industrie sidérurgique était la pierre angulaire d'une industrialisation adéquate partout dans le monde. L'Afrique devait accroître considérablement la production de son industrie sidérurgique pour assurer le développement rapide et effectif de l'industrialisation, dans les années à venir. Outre la nécessité d'investir d'importants capitaux, de créer et d'accroître le nombre des industries sidérurgiques, un des principaux obstacles au développement de l'industrie était le manque de main-d'oeuvre qualifiée. L'étude des projets en matière de sidérurgie de l'Afrique australe et de l'Est prévoyait pour l'an 2000 une pénurie d'environ 6000 ingénieurs et techniciens.

46. De même, l'étude menée pour l'industrie des engrais chimiques en Afrique de l'Ouest prévoyait une pénurie de cadres, de techniciens, d'ingénieurs et de chercheurs. C'était là une industrie dont le développement pourrait mettre fin à la baisse de la production agricole en Afrique et permettrait au continent d'économiser des milliards de dollars et de sauver un nombre incalculable de vies. Sa création et son développement étaient sérieusement compromis par l'insuffisance de la main-d'oeuvre.

47. La troisième étude traitait de la situation dans le secteur alimentaire et agro-industriel. Il était logique que les efforts dans le domaine agro-industriel soient intensifiés afin d'accroître la valeur ajoutée des produits agricoles et d'éviter le gaspillage et ce du fait de la modernisation et de la productivité accrues dans le domaine de l'agriculture. En ce qui concerne cette industrie, les études prévoyaient encore une fois une grave pénurie de professionnels et de techniciens qualifiés à l'horizon 2000.

48. L'argument développé était que les instituts d'enseignement du troisième cycle en Afrique avaient la responsabilité primordiale de fournir au secteur économique les ressources humaines nécessaires pour promouvoir le développement industriel, technologique et socio-économique. Cependant, la structure actuelle de ces instituts d'enseignement du troisième cycle était telle qu'il leur était pratiquement impossible de répondre aux besoins en ressources humaines pour le développement de l'Afrique. Alors qu'aujourd'hui et dans les années à venir, les besoins étaient axés sur l'innovation, l'invention, la technologie, les techniques spécifiques, le recrutement de cadres, l'enseignement du troisième cycle était essentiellement orienté vers les lettres, le droit, les humanités, la religion et la théologie qui représentaient généralement les compétences et la connaissance qui n'étaient pas indispensables aux activités de développement industriel et technologique. Il était démontré que malgré une forte augmentation des inscriptions dans les instituts d'enseignement du troisième cycle en Afrique ces dernières années, la situation n'avait pas changé en ce qui concerne le choix des disciplines; ce choix ne reflétait pas les priorités de développement économique industriel et technologique. Les spécialisations dans les domaines tels que la métallurgie, le génie chimique, la mécanique, l'électro-technique et l'électronique ne figuraient pas parmi les priorités par rapport aux autres domaines d'ingénierie (génie civil par exemple).

49. Le document se terminait par les recommandations suivantes :

- a) Les plans pour la main-d'oeuvre nationale devraient servir de lignes directrices pour déterminer la priorité des disciplines dans les instituts d'enseignement du troisième cycle;
- b) Il convient de procéder à des réformes de programmes des instituts d'enseignement du troisième cycle afin de les adapter aux besoins africains, au lieu d'importer purement et simplement des compétences, des connaissances et des attitudes qui ne répondent pas aux besoins réels de développement de l'Afrique;
- c) Il faut intensifier les activités de développement de recherche au niveau universitaire en vue d'une utilisation plus efficace des compétences des instituts d'enseignement du troisième cycle pour aider au développement industriel;

- d) Il faudrait étudier des méthodes pédagogiques et de formation novatrices pour une acquisition plus rapide de compétence;
- e) Les instituts africains du troisième cycle devraient promouvoir la localisation/ africanisation des qualifications professionnelles y compris la promotion des cadres professionnels africains afin que la compétence technique et la mentalité soient appropriées pour trouver la solution aux problèmes africains;
- f) Les instituts spécialisés devraient être développés afin que la charge que constitue la formation de la main-d'oeuvre pour la région soit répartie entre les instituts d'enseignement supérieur existants;
- g) Il faudrait intensifier les efforts visant à former localement le personnel, et à produire le matériel pédagogique en raison des lourdes implications financières que leur importation entraîne, sans compter la demande accrue de ces ressources à l'avenir;
- h) Il convient d'instaurer des relations de travail entre l'enseignement du troisième cycle et les instituts régionaux spécialisés tel que l'AIHTR, l'ARCEDEM et l'ARCT afin que les activités de ces derniers aient l'impact souhaité sur les programmes de l'enseignement du troisième cycle;
- i) Il faudrait transférer aux instituts d'enseignement supérieur une partie des fonds accordés à l'Afrique pour la formation à l'étranger, afin qu'ils soient en mesure d'assurer la formation sur place;
- j) Il faut instaurer le dialogue avec le gouvernement, solliciter et obtenir son soutien aux efforts que déploient les instituts d'enseignement du troisième cycle en vue de former une main-d'oeuvre qualifiée aux niveaux moyen et supérieur.

Transformation des objectifs, des stratégies et de l'enseignement au service du développement en vue de l'édification d'économies auto-suffisantes en Afrique :  
l'enseignement au service du changement et de l'indépendance économique  
 /point 4 c) de l'ordre du jour/

50. Deux documents ont été présentés dans le cadre de l'examen du point 4 c) de l'ordre du jour. Le premier, intitulé "Enseignement universitaire et indépendance économique de l'Afrique" (PAMM/AAU/ED/4/82) indiquait que seule une fraction de la population d'un pays recevait ou pouvait recevoir une formation universitaire, si bien que dans un pays, l'enseignement universitaire est réservé à une minorité, la mieux douée, la plus chanceuse ou la plus utile compte tenu des besoins en matière de main-d'oeuvre qualifiée. Par conséquent, l'un des objectifs que doit se fixer toute université devrait consister à s'assurer que ses diplômés sont à l'avant-garde du développement de la société. A cet égard, il convient de souligner de nouveau l'objectif quadruple de l'enseignement universitaire qui consiste à promouvoir les idéaux sociaux, la recherche fondamentale,

la recherche appliquée et la prévision des besoins et des problèmes futurs. L'université doit donc analyser, appréhender et contribuer à résoudre les problèmes du travailleur, du consommateur, du régime politique et de l'environnement culturel et scientifique non seulement de la société où elle évolue mais également du continent africain dans son ensemble.

51. L'auteur a attiré l'attention sur au moins deux façons de voir les rapports entre l'enseignement universitaire et la société : le point de vue idéaliste et le point de vue utilitariste. Dans le premier cas, l'université vise la connaissance en tant que fin en soi et la création d'idéaux pour la société. En tant qu'établissement utilitariste, l'université vise essentiellement à assurer une formation professionnelle et à prendre une part très active à la recherche d'une solution aux problèmes socio-économiques de la société.

52. L'université devrait concevoir de nouvelles idées, de nouvelles techniques et de nouveaux procédés pour le présent et pour l'avenir. Elle devrait également contribuer à accroître le patrimoine scientifique et technique de l'humanité. Et elle ne peut y parvenir que si l'ensemble des établissements primaires, secondaires et supérieurs reçoivent une assistance spéciale leur permettant de mettre leur programme à jour en y accordant une grande place aux mathématiques et aux disciplines scientifiques. Il convient de ne pas réduire le rôle de l'université à un rôle purement utilitaire. Tout au contraire, l'université doit combiner idéalisme et utilitarisme. En revanche, il serait prétentieux de la part des universités de croire qu'elles détiennent le monopole de l'innovation. En effet, l'innovation est le fait d'esprits talentueux que l'on peut rencontrer ailleurs dans la société. Aujourd'hui, le milieu africain tend à paralyser l'esprit d'innovation et d'entreprise. Il revient aux établissements scolaires en général et aux établissements d'enseignement supérieur en particulier de diffuser les idées susceptibles de transformer le milieu et de le rendre propice à l'esprit d'innovation et d'indépendance.

53. Par ailleurs, il pensait que les "écoles pour innovateurs" et les "établissements d'éducation de masse" pourraient co-exister. Ce qui est de nature à aider la société à concilier idéalisme et utilitarisme. Il a également attiré l'attention sur la situation dans les pays développés tels que les Etats Unis où des universités spécialisées avaient été créées en vue de réaliser le dosage approprié de la main-d'oeuvre nécessaire au développement économique des pays. Par contre, les universités africaines avaient continué à fonctionner comme des établissements d'enseignement général et n'étaient pas par conséquent en mesure de former la main-d'oeuvre nécessaire à un certain nombre de secteurs industriels clés.

54. Il a conclu en proposant une alternative viable pour la stratégie des universités africaines :

- a) Rapprocher les différentes disciplines des besoins pratiques de la société qui subvient à l'entretien de l'université;
- b) Mieux intégrer l'université à l'économie par la recherche commune, le libre mouvement entre l'université et les secteurs industriels, commerciaux, agricoles et même le secteur public;

- c) Ouvrir les universités à un plus grand nombre d'étudiants à temps partiel, ou qui suivent des cours du soir ou des cours par correspondance, en vue d'assurer une meilleure adéquation entre le travail et la chose apprise;
- d) Elargir et ouvrir l'université à un nombre beaucoup plus important de personnes que cela n'a jamais été fait en Afrique;
- e) Inculquer aux diplômés un nouveau système de valeurs dans lequel l'acquisition de la connaissance est jugée du point de vue de sa contribution au relèvement intellectuel et moral de la société plutôt qu'en termes de rendement économique;
- f) Encourager les universités à stimuler l'invention, la recherche, la science et le dévouement;
- g) Contribuer de façon décisive à forger une morale nationale qui unit plutôt qu'elle divise.

55. Le deuxième exposé, intitulé "Transformation des objectifs, des stratégies et de l'enseignement au service du développement en vue de l'édification d'économies auto-suffisantes en Afrique : l'enseignement au service du changement et de l'indépendance économique" (PAMM/AAU/ED/5/82) (point 4 c) de l'ordre du jour, commençait par démontrer l'étroite corrélation existant entre le niveau d'éducation d'une société et le développement économique d'un pays. L'Afrique souffrait non seulement d'un niveau d'éducation généralement bas mais également d'un sous-développement économique global.

56. L'auteur a identifié quelques-uns des obstacles fondamentaux qui freinaient le développement socio-économique en Afrique :

- a) une fragmentation excessive du continent en de nombreux Etats aux économies non viables et aux capacités d'absorption insuffisantes;
- b) des rapports inégaux avec les pays développés en raison du niveau relativement bas de la base technologique en Afrique;
- c) une instabilité intérieure et extérieure comme le prouvent les fréquents changements de gouvernement et les bouleversements sociaux connexes ainsi que les conflits frontaliers.

57. Il a enchaîné sur une étude de la situation de la technologie en Afrique et a ensuite suggéré des mesures susceptibles de faciliter la solution des problèmes sociaux, politiques et économiques que rencontrent les pays africains. Les éléments-clé de ses propositions sont notamment les suivants :

- a) Promouvoir l'intégration des institutions socio-économiques sur une base régionale grâce à la création d'associations régionales des Etats africains;
- b) Restructurer le développement de l'enseignement de manière à supprimer rapidement l'analphabétisme et à jeter ainsi les bases d'un enseignement plus approprié tant dans un cadre formel qu'informel;

- c) Développer les langues régionales, ce qui faciliterait davantage l'intégration socio-économique et culturelle au niveau régional.

58. Le document concluait par un bref schéma des résultats probables du développement en Afrique si une unité régionale globale était réalisée :

- a) Les conflits internes et les conflits entre Etats seraient plus faciles à régler et à contenir;
- b) Le développement des marchés intérieurs de matières premières et de produits industriels africains serait encouragé;
- c) La possibilité de réduire les dépenses de défense et d'allouer davantage de ressources aux activités de développement deviendrait plus réalisable;
- d) La recherche et le développement dans le domaine de la technologie aurait plus de chances de réussir à mesure que l'on disposerait d'une main-d'oeuvre technique et de ressources financières suffisantes;
- e) Les restrictions imposées par les frontières nationales seraient levées, ce qui permettrait de promouvoir le développement au moyen des ressources africaines et grâce à l'effort collectif;
- f) La concurrence inutile et le gaspillage pourraient être éliminés grâce à la mise en oeuvre de plans et de mesures coordonnés sur une base régionale;
- g) Il en résulterait la paix et la prospérité pour tous;
- h) Un accroissement des capacités technologiques et une amélioration des conditions sociales et politiques auraient tendance à freiner la fuite actuelle de la main-d'oeuvre africaine hautement qualifiée vers les pays développés.

59. Au cours du débat, un certain nombre de contributions utiles ont été faites concernant les liens qui existent entre les niveaux d'enseignement secondaire et supérieur.

60. L'enseignement secondaire détermine la base de recrutement des établissements de l'enseignement supérieur (universités ou écoles polytechniques). Il y avait toutefois un grand décalage entre les objectifs de politique et les résultats effectivement accomplis au niveau supérieur, en raison de la médiocrité des résultats des établissements d'enseignement secondaire. Par exemple, au Nigéria où l'objectif en matière d'admission à l'université était de 60 p. 100 dans les facultés de sciences et de sciences appliquées et de 40 p. 100 dans les facultés de sciences humaines, l'écrasante majorité des admissions définitives a été enregistrée en sciences humaines. Les résultats des établissements d'enseignement secondaire ont été meilleurs en sciences humaines que dans les disciplines scientifiques.

61. On a jugé qu'un certain nombre de secteurs étaient responsables de l'incapacité des établissements d'enseignement secondaire à fournir les éléments voulus aux établissements d'enseignement supérieur. Les griefs portent sur l'absence de professeurs bien formés, la faiblesse des effectifs d'enseignants dans les disciplines essentielles au développement technique, l'insuffisance des installations (laboratoire, manuels), la faiblesse des apports de l'enseignement primaire aux établissements d'enseignement secondaire, l'absence d'émulation pour les études scientifiques et techniques, etc..

62. Des propositions ont été faites qui tendaient généralement à demander que l'enseignement supérieur prenne l'initiative en vue de remédier aux lacunes du secondaire et des autres niveaux d'enseignement :

- a) Il faut former des enseignants compétents en nombre suffisant, en particulier pour les disciplines scientifiques et techniques;
- b) Il faudrait orienter le contenu des programmes de l'enseignement secondaire dans le sens du développement économique souhaité par la société;
- c) On pourrait envisager de susciter une émulation chez les étudiants en faveur des études scientifiques et techniques par l'octroi de bourses par exemple;
- d) On pourrait encourager les clubs scientifiques et confier aux étudiants des établissements supérieurs l'enseignement à temps partiel dans les établissements du secondaire;
- e) On devrait instaurer une coopération sous-régionale entre les établissements secondaires et d'enseignement supérieur en ce qui concerne les questions liées aux programmes, aux manuels, à l'équipement, etc..

63. En conclusion, il a été généralement convenu qu'il fallait adopter une approche intégrée à la planification de l'enseignement et forger des liens plus étroits en particulier entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

64. En ce qui concerne la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, on a remarqué également que :

- a) La mise en valeur de la main-d'oeuvre technique requiert des dépenses plus importantes que les études de lettres et sciences humaines et il faudrait dès lors octroyer des bourses de façon adéquate en vue de réaliser les objectifs de développement dans les domaines prioritaires;
- b) Il serait souhaitable d'adopter une approche réaliste pour la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre aux niveaux supérieur et intermédiaire. Les effectifs de main-d'oeuvre souvent indiqués pour l'ingénierie, par exemple, correspondaient certes aux besoins, mais n'étaient pas forcément appropriés. Il faudrait déployer des efforts conscients en vue d'assurer la convergence des programmes de formation pour pouvoir utiliser la main-d'oeuvre disponible avec une certaine souplesse;

- c) Il faudrait contrer et éliminer la mentalité qui met l'accent sur l'obtention de diplômes plutôt que sur l'acquisition de connaissances et de compétences;
- d) Les établissements d'enseignement supérieur devraient se préoccuper au plus haut point des besoins de la société en matière de développement et s'intéresser à tous les niveaux de l'enseignement formel et des méthodes non formelles telles, par exemple, que l'organisation de campagnes visant à éliminer l'analphabétisme dans les sociétés africaines;
- e) On a également fait remarquer que les établissements d'enseignement africains de tous les niveaux n'étaient pas rentables, que les dépenses de fonctionnement étaient élevées et qu'il était souvent très difficile de mettre à exécution les plans d'expansion. Il a par conséquent été recommandé qu'une attention urgente soit accordée à la constitution de groupes universitaires et gouvernementaux chargés d'étudier les réformes nécessaires pour assurer la rentabilité des établissements d'enseignement.

Sur l'utilisation maximale de la contribution des universités africaines au développement national (PAMM/AAU/ED/7/82) /point 4 d) de l'ordre du jour/

65. Présentant son rapport, M. C. Okonjo a dit que les critiques adressées aux universités africaines portent aujourd'hui sur un grand nombre d'insuffisances, notamment l'élitisme et l'éloignement des réalités, le manque d'imagination, l'adaptation des programmes d'enseignement aux besoins africains et un certain gaspillage dans l'utilisation des rares ressources. Les déficits posés par le Plan d'action de Lagos exigent des changements radicaux dans l'ensemble du système éducatif africain, en particulier au niveau universitaire. A cet égard il a proposé un certain nombre de mesures, notamment un système pour doubler le nombre annuel des inscrits à l'université; un service national de deux ans à la fin des études supérieures, l'adoption d'une méthode de travail-études pour la formation des étudiants, un impôt sur le chiffre d'affaires de toutes les entreprises commerciales pour aider à financer l'enseignement, l'institution de services d'assistance technique, de planification et de consultants dans les universités.
66. La proposition visant à doubler annuellement le nombre des inscrits à l'université découlait de la conviction que le système actuel de l'inscription annuelle unique constituait un gaspillage de ressources. On a noté que, pour une année académique de 32 semaines, environ 27 semaines seulement étaient effectivement consacrées aux cours. Le système proposé prévoyait une session académique de 24 semaines suivie d'une période de travail de 24 semaines permettant ainsi un doublement des inscriptions. Le système ne nécessiterait pas d'installations supplémentaires et permettrait d'importantes économies au niveau des dépenses d'équipement et, dans le domaine des dépenses renouvelables, il n'entraînerait qu'un accroissement de 24 p. 100 alors que les inscriptions seraient doublées. On a bien admis que la dotation en personnel pourrait constituer un grave problème, et les besoins en personnel devaient augmenter de près de 50 p. 100. Afin de disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant, il a également été proposé d'introduire un système souple grâce auquel on consentirait tous les trois ans à un professeur chargé de recherches un congé qui serait passé dans le pays. Une telle disposition nécessiterait la création de centres d'études avancées, à savoir un enseignement du quatrième cycle qui n'existe pas aujourd'hui. Ces centres

renforceraient directement la recherche menée par les professeurs d'université. Un programme de travaux-études destiné aux étudiants aiderait aussi à résoudre les problèmes de pénurie de main-d'oeuvre dans un certain nombre de secteurs clés de l'économie et améliorerait en même temps la qualité de la formation des étudiants notamment en ce qui concerne l'adéquation des études aux réalités quotidiennes.

67. Il a mis en relief certaines questions critiques qui devront être réglées avant que les systèmes éducatifs africains ne puissent s'adapter aux réalités. L'un des facteurs qui militent contre l'extension accélérée des possibilités d'enseignement était la nécessité de disposer d'installations sophistiquées, alors même que sont décidées de sévères restrictions budgétaires. Au niveau universitaire, on a proposé d'accroître les possibilités de formation par l'introduction de programmes de télé-enseignement. Il a insisté également sur la nécessité d'établir des liens avec la communauté nationale en intégrant les diplômés aux activités communautaires, en développant la coopération entre les universités d'une part et le gouvernement et l'industrie d'autre part par la consultance, l'expérimentation, la recherche, le développement, la planification et la fourniture de services consultatifs.

Politiques et stratégies pour l'utilisation optimale des ressources pour le développement de l'enseignement (PAMM/AAU/ED/3/82) (point 4 e) de l'ordre du jour/

68. Au cours de sa présentation, le secrétariat a fait référence à deux autres documents : ST/ECA/PAMM/HRP/7/81, "Le rôle de l'éducation dans le développement socio-économique de la région africaine" et un descriptif de projet sur la réorientation de l'enseignement pour le développement et l'exploitation effective des ressources naturelles de l'Afrique.

69. Le représentant du secrétariat de la CEA a indiqué que les systèmes d'enseignement en Afrique étaient remis en cause pour les raisons suivantes :

- a) L'émergence du problème de ceux qui, à la suite de leur formation, quittent l'école sans orientation professionnelle et sont donc incapables de trouver une place dans les activités productives et socio-économiques;
- b) L'augmentation continue du nombre des diplômés voués au chômage et la tendance croissante à se rabattre sur des emplois n'ayant aucun rapport avec leur domaine de formation et pour lesquels ils sont sur-qualifiés;
- c) L'aliénation des diplômés de l'enseignement supérieur vis-à-vis de leur communauté et de leur société et la perpétuation d'une classe élitiste;
- d) L'exode croissant des diplômés vers les villes à la recherche d'emplois de bureau et leur répugnance pour le travail manuel ou technique;
- e) L'absence de possibilités pour les étudiants doués et pour les handicapés physiques et mentaux dans les pays dont les systèmes sont mal équipés et inadaptés pour favoriser leur épanouissement et développer leurs qualités ainsi que l'échec général de l'enseignement à doter les étudiants des compétences individuelles nécessaires pour réussir et mener une vie créatrice au service de la croissance économique, ce qui oblige l'Afrique à continuer de recourir aux services d'experts étrangers.

70. Il était probable que ces caractéristiques qui ont influé sur les politiques en matière d'enseignement continueraient de prévaloir car :

- a) Les programmes ne sont pas adaptés au développement socio-économique de la région;
- b) L'enseignement professionnel et technique est trop négligé face aux besoins de l'économie;
- c) Des enseignants sans qualification suffisante appliquent des méthodes d'enseignement inadéquates;
- d) On accorde une grande importance à l'enseignement de type classique, ce qui a abouti à une course aux diplômes qui ne tient pas compte de leur valeur marginale;
- e) L'aboutissement de chacun des trois cycles d'enseignement est considéré comme une fin ou une impasse, d'où l'impossibilité d'une nouvelle exploration du potentiel de l'étudiant;
- f) Bien que la devise "publier à tout prix" reste à l'honneur, la somme des travaux de recherche publiés par les revues savantes des pays développés n'a pas contribué à résoudre les nombreux problèmes du continent.

71. Dans de nombreux pays d'Afrique, il était urgent de revoir les politiques d'éducation afin de mieux adapter celles-ci aux réalités africaines et de créer simultanément de nouvelles possibilités. L'éducation ne devait plus être une activité réservée à un petit nombre de privilégiés pendant une période précise de leur existence mais bien un processus ouvert en permanence à tous les membres de la société, quelle que soit leur position politique ou sociale; une telle politique exigerait une augmentation considérable des ressources allouées à l'éducation. Pour ce faire, le secrétariat de la CEA a donc souligné la nécessité de procéder à des réformes intérieures et d'apporter continuellement des améliorations aux systèmes d'enseignement et de rechercher des formes innovatrices de développement de l'enseignement et d'autres modes d'emploi des ressources.

72. A cet égard, l'essentiel de la contribution de la CEA concordait avec le document de M. Okonjo. Toutefois, le secrétariat de la CEA a souligné la nécessité de limiter le système de double contingent aux secteurs de l'économie qui en ont le plus besoin afin d'éviter d'accroître encore le nombre des chômeurs diplômés. Il a également demandé instamment qu'une attention particulière soit accordée au problème du "débit" de l'enseignement en Afrique, c'est-à-dire le nombre d'étudiants qui passent par les institutions d'enseignement sans réellement acquérir les connaissances, les compétences nécessaires à leur épanouissement personnel et à la réalisation d'un travail productif.

Développement des aptitudes et des capacités des universités à produire  
(PAMM/AAU/ED/8/82) (point 4 f) de l'ordre du jour)

73. En présentant son document, M. Ngu a déclaré que le Plan d'action avait essentiellement deux aspects : le développement socio-économique de l'Afrique et l'intégration régionale. Il a noté que les changements intervenus en Afrique au cours des 20 dernières années imposaient aux universités de réexaminer leur rôle dans le sens de la réalisation des objectifs de développement des pays africains.

74. En ce qui concerne les responsabilités de universités en matière de formation de la main-d'oeuvre, il a proposé à l'examen des participants un certain nombre de réflexions critiques :

- a) L'attention devrait se concentrer sur les domaines qui touchent directement aux besoins de la société en matière de développement. Il faut identifier les inadéquations du système hérité et surmonter les inhibitions résultant de l'absence d'une infrastructure adaptée, afin de réorienter les préoccupations vers les domaines prioritaires,
- b) Il convient d'accorder une attention particulière au concept de "double contingent" surtout dans les domaines où les besoins ont acquis une dimension critique;
- c) Les programmes de vulgarisation et les techniques de télé-enseignement (essentiellement par radio) devraient être encouragés et développés;

75. En ce qui concerne la recherche, il a convenu que l'université s'était surtout préoccupée jusqu'à présent de recherche fondamentale qui, dans l'ensemble, ne concerne guère la solution des besoins de l'Afrique en matière de développement socio-économique. Il faudrait donc réorienter la recherche directement dans le sens de la solution de problèmes concrets.

76. Enfin, il a lancé un appel invitant les universités africaines à relever le défi du service communautaire. La majorité des populations africaines sont implantées en zone rurale et il faudrait donc donner la priorité aux services qui contribuent au développement rural. Il s'agit d'éliminer l'analphabétisme, d'assurer de meilleurs soins de santé et vulgariser les techniques d'économies d'énergie dans l'agriculture, la préparation des aliments, etc..

77. Le débat a porté sur les points 4 d), e) et f). On a observé que la plupart des pays africains traversaient une période très critique. Les tensions politiques et sociales s'étaient aggravées à cause de la mauvaise gestion généralisée des économies. On a cité le cas d'entreprises fonctionnant à un maximum de 25 p. 100 de leur capacité. A cet égard, on a souligné que les universités ne pouvaient plus rester isolées dans leur tour d'ivoire, mais devraient vigoureusement poursuivre des programmes de recherche résolument tournés vers la solution des problèmes nationaux, en particulier dans le domaine économique. Les universités devraient également collaborer étroitement avec l'Etat et l'industrie.

78. Les priorités du développement de l'Afrique avaient été adoptées et énoncées dans le Plan d'action de Lagos. Il fallait à présent allouer de toute urgence les ressources conformément à ces priorités. A cet égard on a estimé que les universités devraient être utilisées délibérément par les gouvernements pour orienter les efforts vers la solution des problèmes de développement de l'Afrique. On a cité le rôle que les universités ont joué aux Etats-Unis dans la mise au point et le développement des armes et des armements à la fin des années 30 et au cours des années 40.

79. On a souligné qu'il est essentiel d'établir des relations entre gouvernements et universités pour assurer que les universités contribuent effectivement au développement national. Il faudrait améliorer ces relations et les universités ont été exhortées à sortir de leur inactivité.

80. La proposition en vue d'adopter le principe du double contingent annuel a soulevé plusieurs observations. Certes, cette solution était jugée théoriquement bonne mais sa mise en oeuvre pouvait soulever des problèmes redoutables : pénurie d'enseignants (en particulier dans les disciplines scientifiques), pénurie d'étudiants en sciences, supervision des étudiants au travail, pendant les vacances, etc.. On a également estimé que le nombre des heures de cours compromettrait gravement la recherche qui était déjà insuffisante dans la vie universitaire africaine.

81. La création envisagée de l'Institut supérieur africain d'analyse et d'étude des politiques et stratégies du secteur public a été bien accueillie, cet institut pouvant contribuer à la solution des problèmes africains. On a instamment demandé que les participants adoptent une résolution indiquant l'intérêt des universités à jouer un rôle actif dans la mise en place et le fonctionnement dudit Institut.

"Le rôle de l'enseignement secondaire et ses relations avec l'enseignement supérieur dans le cadre d'un changement socio-économique en Afrique" (point 4 g) de l'ordre du jour

82. M. Awokoya a fait brièvement l'historique des débuts de l'enseignement secondaire en Afrique il y a un peu plus d'un siècle, enseignement qui avait une orientation essentiellement classique.

83. Il a passé en revue un certain nombre de changements socio-économiques intervenus en Afrique et qui avaient eu de très importantes implications à tous les niveaux de l'enseignement. La croissance démographique rapide a entraîné l'accroissement des besoins dans le domaine de l'alimentation, du logement et dans de nombreux services, besoins qui ne pouvaient être satisfaits que grâce à la science et aux techniques. De même, les nombreux changements intervenus dans la situation économique ont révélé les lacunes et la médiocrité du degré d'alphabétisation traditionnelle dans le système d'enseignement à tous les niveaux.

84. Les changements importants intervenus dans les domaines socio-économique et culturel en Afrique ont rendu nécessaires les changements dans le secteur de l'enseignement. Les institutions d'enseignement supérieur devraient produire la main-d'oeuvre nécessaire en qualité et en quantité suffisantes dans les domaines requis. Ces changements devront à leur tour guider les programmes des établissements secondaires qui alimentent les institutions d'enseignement supérieur.

85. Divers facteurs ne manqueront pas d'affecter à long terme le développement de l'enseignement secondaire. L'enseignement pour tous au niveau de l'école primaire nécessite une plus grande expansion de l'enseignement secondaire, ce qui augmente automatiquement le nombre des candidats cherchant à s'inscrire dans les institutions d'enseignement supérieur.

86. Le programme de l'enseignement secondaire a également subi un changement pour mieux s'intégrer au milieu culturel africain. L'enseignement secondaire doit répondre aux besoins en main-d'oeuvre dans les domaines de l'agriculture, de la production industrielle et du travail en général.

87. En analysant les tendances actuelles du développement dans l'enseignement secondaire, il a souligné la nécessité de produire des enseignants qualifiés et de fournir les moyens matériels adéquats pour l'application des nouveaux programmes.

88. Dans la conclusion de son exposé, le Professeur Awokoya a préconisé une restructuration simultanée de l'enseignement secondaire et postsecondaire afin qu'il contribue effectivement à la satisfaction des besoins en main-d'oeuvre pour le développement économique. Au niveau du secondaire, un certain nombre de disciplines ont été proposées, lesquelles pourraient conduire à des spécialisations au niveau universitaire et ensuite à un métier rémunérateur. Ces disciplines sont les suivantes : la technologie, l'agriculture, la science, la technologie intégrée et les sciences fondamentales, les mathématiques et informatique, les langues modernes (africaines et européennes), les sciences humaines, les études économiques et commerciales, l'éducation physique et la santé, les arts, la musique et le théâtre, et enfin la formation pédagogique. Toutes ces matières doivent être rendues obligatoires dans le second cycle de l'enseignement secondaire en vue de l'acquisition de connaissance générale et de la préparation à un métier, ou à des études supérieures.

89. Un certain nombre de changements souhaitables ont été suggérés dans le domaine de l'enseignement secondaire à savoir l'enseignement de la science et de la technologie intégrée, de disciplines orientées vers les besoins de la communauté et des zones rurales, le développement de la morale professionnelle, le développement de la solidarité aux niveaux national, régional et international. Ces changements auraient un impact important sur le rôle que l'enseignement universitaire pourrait encore jouer dans la mise en valeur des ressources humaines. Il revient donc aux universités de renforcer l'enseignement secondaire ainsi que l'enseignement primaire en vue d'une approche intégrée de la formation pédagogique. Cette approche intégrée donnerait de meilleurs résultats étant donné que l'acquisition d'une meilleure base garantirait de meilleurs résultats aux niveaux primaire, secondaire et postsecondaire.

90. Après avoir entendu les exposés principaux en séance plénière, les participants ont formé quatre groupes de travail en vue d'examiner en détail certains sujets précis :

- Groupe A : Réorientation du rôle des institutions d'enseignement supérieur dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos
- Groupe B : L'enseignement au service de l'innovation et de l'indépendance économique
- Groupe C : Utilisation maximale des ressources des institutions d'enseignement supérieur en Afrique
- Groupe D : Coopération en matière de développement de l'enseignement, de la recherche, d'élaboration du matériel d'enseignement et de manuels et de formation spécialisée.

91. Chaque groupe de discussion a présenté ultérieurement un rapport en séance plénière sur ses grandes conclusions et ses recommandations spécifiques. Ces rapports ont été adoptés par la Conférence après observation. Les rapports des groupes de travail adoptés par la Conférence sont reproduits à l'annexe I.

Activités de suivi et lignes de conduite proposées (point 6 de l'ordre du jour)

92. S'inspirant des orientations données par le secrétariat, la Conférence a débattu des activités éventuelles de suivi et des lignes de conduite pour la mise en oeuvre des conclusions de la Conférence. Après un débat approfondi, la Conférence a adopté les recommandations et lignes de conduite suivantes :

Recommandations générales d'action issues des conclusions du débat plénier

a) Diffusion généralisée des objectifs et de la stratégie du Plan d'action de Lagos

93. Les dirigeants d'institutions africaines d'enseignement supérieur, en particulier ceux qui ont assisté à la Conférence, devraient s'efforcer de familiariser leur personnel, ainsi que les autres enseignants au niveau national, avec les implications du Plan d'action de Lagos en ce qui concerne l'éducation pour le développement, l'innovation et le changement, particulièrement pour le développement de la main-d'oeuvre, des capacités et des attitudes. Il faudrait donc organiser des conférences, des ateliers et des émissions de radio et de télévision consacrés à ce sujet, aux niveaux des institutions et de la nation.

b) Production de manuels et de matériels pédagogiques

94. Il faudrait donner la priorité à la rédaction et à la publication de manuels d'inspiration africaine consacrés à l'économie du développement et aux problèmes connexes afin d'adapter l'enseignement du troisième cycle aux réalités socio-économiques des Etats africains et de réduire les coûts. Pour ce faire, on devrait utiliser les matériels de recherche constitués par la CEA, l'UNESCO, la BAD, l'IDEP et les autres institutions régionales et sous-régionales de développement. Tant le personnel d'enseignement du troisième cycle que les professeurs de hautes études universitaires pourraient chercher à organiser des programmes de recherches en collaboration avec les institutions régionales africaines. L'AUA devrait donc mettre au point des projets appropriés dans les différents secteurs relatifs à l'élaboration des manuels et solliciter la collaboration de l'UNESCO, de la CEA et de l'OUA pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en oeuvre des projets de manuels.

c) Production de matériels et d'outils d'enseignement

95. Les organisations internationales de coopération technique ont été invitées à accorder un appui positif aux efforts nationaux, multinationaux et sous-régionaux déployés en Afrique pour la conception, l'élaboration et la production de matériels et d'outils appropriés nécessaires à l'enseignement et à la recherche dans les institutions d'enseignement supérieur, particulièrement du matériel de laboratoire, de démonstration et de production. Il a également été recommandé de donner la priorité à la fabrication locale qui utilise des matières premières locales dans le cadre des négociations intra-africaines bilatérales et multinationales en matière de coopération économique. La CEA, l'UNESCO et l'ONUDI devraient collaborer à la prise des mesures nécessaires avec l'AUA et avec les Etats membres intéressés.

d) L'utilisation maximale des ressources de l'enseignement

96. Les gouvernements africains et les institutions africaines d'enseignement supérieur devraient entreprendre des études approfondies sur les voies et moyens d'utiliser au maximum les ressources existantes en matière d'enseignement (personnel, infrastructure et fonds) en adoptant, entre autres, la méthode du double contingent afin de maximiser la rentabilité des institutions d'enseignement supérieur et de donner à une plus grande partie de la société l'occasion d'acquérir des capacités, connaissances et attitudes qui favorisent le développement socio-économique.

e) Développement des programmes et plan d'études

97. Les gouvernements africains devraient fournir un volume accru de ressources en vue du développement des programmes et pour mieux adapter l'enseignement aux besoins du développement. A cet égard, la CEA et l'AUA devraient encourager la coopération institutionnelle aux niveaux sous-régionaux et régionaux dans le cadre d'un effort concerté visant à développer des programmes et des cours orientés vers la satisfaction des besoins du développement, particulièrement dans les disciplines et les spécialités nécessaires à l'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Plan alimentaire régional de l'Afrique, le développement rural, la modernisation des économies africaines et le relèvement du niveau de vie.

f) Programmes de développement rural

98. Les institutions africaines d'enseignement supérieur devraient intensifier leur participation aux efforts nationaux visant à améliorer les conditions de vie dans les zones rurales qui abritent 75 à 80 p. 100 des populations africaines. A cet égard, il faudrait envisager d'urgence le lancement et le développement de programmes multidisciplinaires de formation, de recherche et de vulgarisation en matière de développement rural en visant en priorité à résoudre les problèmes identifiés du développement rural et à améliorer les techniques rurales.

g) Services de consultance

99. Les institutions africaines d'enseignement supérieur devraient mobiliser les talents, les données et les bases d'information locale pour mettre au point des services de consultance efficaces et multidisciplinaires en vue de répondre aux besoins des gouvernements africains, des entreprises para-étatiques et du secteur privé en matière de services consultatifs, lesquels sont critiques aux activités des entreprises et à la gestion du développement; ces services de consultance exigent à l'heure actuelle une ponction importante sur les ressources de change limitées de l'Afrique.

h) Mécanismes d'action

100. Il faut envisager de mettre en place les mécanismes d'action ci-après pour assurer le suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence et autres conférences connexes :

a) L'AUA devrait organiser une réunion de suivi de la présente Conférence pour examiner et évaluer le degré de mise en oeuvre des recommandations adoptées. Les vice-recteurs, présidents et recteurs des institutions africaines d'enseignement supérieur

devraient se réunir périodiquement; des réunions périodiques devraient également être organisées au plan sous-régional pour les Etats de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'Afrique centrale; les participants à ces rencontres évalueraient la mise en oeuvre des recommandations, examineraient les problèmes courants, procéderaient à un échange d'expérience et resserreraient les liens de coopération. Ces réunions sous-régionales devraient être organisées en collaboration avec les MULPOC de la CEA afin d'être plus proches des problèmes et des aspirations en matière de développement des divers groupements économiques tels que la CEDEAO, l'UDEAC, et la ZEP de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

b) La CEA et l'AUA, en collaboration avec l'OUA et l'UNESCO, devraient organiser des conférences des dirigeants des institutions africaines d'enseignement supérieur tous les trois ans pour examiner les problèmes de développement, faire le bilan de leurs contributions à la solution de ces problèmes et étudier les orientations de l'action future. L'objet de ces conférences serait d'assurer que les institutions africaines d'enseignement supérieur n'épargnent aucun effort pour axer l'enseignement sur le développement et l'innovation.

#### Questions diverses (point 7 de l'ordre du jour)

101. Dans sa déclaration, le représentant de l'ONUDI a attiré l'attention sur les conclusions de la récente Conférence des ministres africains de l'industrie, consacrées à la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Invitant les participants à étudier les documents de la Décennie, il a souligné l'importance fondamentale de la mise en valeur de la main-d'oeuvre industrielle pour la mise en oeuvre des programmes de la Décennie. Il a également souligné la nécessité de sensibiliser les divers groupes-cibles de l'économie qui se préoccupent de l'industrialisation et du développement de la main-d'oeuvre technique, par exemple les universités et autres institutions d'enseignement supérieur sur lesquelles l'ONUDI compte s'appuyer pour la formation de la main-d'oeuvre nécessaire à la mise en oeuvre du programme de la Décennie. Il a informé la Conférence des divers documents scientifiques et techniques préparés par l'ONUDI, la CEA, l'OIT, l'UNESCO, la CNUCED et autres institutions des Nations Unies, documents qui peuvent être fournis sur demande aux bibliothèques des institutions d'enseignement supérieur pour servir d'ouvrages de référence, de matériel d'enseignement, de base aux thèses et travaux de recherche dans les domaines des sciences et des techniques. L'ONUDI et les autres institutions spécialisées peuvent fournir d'autres services aux institutions d'enseignement : détachement de personnel du siège ou d'agents hors-siège pour des séries de cours sur des sujets techniques spécialisés, organisation de visites d'étudiants sélectionnés au siège ou sur les sites de projets.

102. En réponse à la déclaration de l'ONUDI, la Conférence a adopté les recommandations ci-après :

a) Toutes les universités et institutions africaines d'enseignement supérieur devraient adopter et adapter les publications techniques élaborées par les organisations et institutions internationales pour servir d'ouvrages de référence dans l'organisation des cours et dans la recherche. Lesdites organisations et institutions devraient également fournir aux bibliothèques de toutes les institutions africaines d'enseignement supérieur leurs publications techniques et établir des programmes de coopération technique avec les institutions africaines d'enseignement supérieur.

b) Le Secrétaire général de l'Association des universités africaines, le Directeur exécutif de l'ONUDI, le Secrétaire exécutif de la CEA, le Directeur général de l'UNESCO et le Secrétaire général de l'OUA devraient prendre les mesures de suivi nécessaires à la mise en oeuvre de la recommandation ci-dessus.

Adoption du rapport de la Conférence (point 8 de l'ordre du jour)

103. La Conférence a examiné son projet de rapport et l'a adopté après amendement.

Clôture des travaux

104. Sur proposition de l'Administrateur général de l'Institut polytechnique de Conakry, la Conférence a adopté une motion de remerciement dont le texte apparaît à l'annexe II.

105. Le secrétariat de la CEA a assuré tous les participants que les décisions et recommandations de la Conférence donneraient lieu à des actions de suivi. Le secrétariat a formé des vœux pour que les institutions d'enseignement supérieur lancent également les actions qu'exigent d'elles les recommandations de la Conférence et pour que les institutions spécialisées des Nations Unies, l'OUA, l'AUA et les autres organisations coopèrent pleinement à leur mise en oeuvre.

106. Dans ses remarques de clôture, le Secrétaire général de l'Association des universités africaines a rendu hommage en particulier à la CEA, à l'OUA et à l'Université d'Addis-Abeba pour leurs contributions au succès des travaux de la Conférence.

107. Le Président de la Conférence s'est déclaré convaincu que les recommandations adoptées seraient mises en oeuvre et il a formulé l'espoir qu'il ne faille pas attendre 10 ans avant qu'une autre Conférence se réunisse pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Après les remerciements d'usage, il a prononcé la clôture de la Conférence.

I. GROUPE DE TRAVAIL A : REORIENTATION DU RÔLE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR CONFORMEMENT AU PLAN  
D'ACTION DE LAGOS

1. Le Groupe s'est essentiellement penché sur la question de savoir comment intensifier l'action des établissements d'enseignement supérieur et étendre leur rôle pour qu'ils puissent produire en nombre, qualité et variété des compétences, connaissances et attitudes indispensables à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Le Groupe a également examiné la question de savoir comment procéder à la réorientation nécessaire des programmes, des ressources, des structures à la modification des comportements, de procéder à la réorientation des techniques de dotation en personnel et de la mission de formation assignée à ces établissements de façon à les rendre plus utiles pour une révolution technologique, industrielle et agricole en Afrique.

2. Les débats au sein du Groupe "A" ont été orientés dans deux directions. Les participants se sont tout d'abord penchés sur la nécessité de prendre des mesures et sur la nature des actions à lancer pour réorienter l'enseignement supérieur en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos; ils ont ensuite formulé des recommandations sur les moyens à déployer pour ce faire.

Domaines appelant une action

1. Orientation des programmes

3. Il a été convenu que la question essentielle était la réorientation du programme des établissements d'enseignement supérieur pour que leurs résultats soient plus conformes aux besoins objectifs en matière de développement ressentis par les économies africaines. Puisque l'attitude conservatrice que l'on observe chez le personnel enseignant au niveau supérieur constitue un obstacle majeur à la réforme des programmes, pour procéder aux modifications de programme nécessaires, il faudrait d'abord procéder à une transformation des comportements au moyen de programmes de formation et de recyclage. De tels programmes pourraient être organisés sous forme d'ateliers, de séminaires et de stages de courte durée.

4. Le type de modification nécessaire donne à penser qu'il faudrait également modifier les méthodes actuelles d'enseignement. Il a été convenu que l'enseignement supérieur était souvent vague quant aux objectifs de l'enseignement et de l'apprentissage ou quant à l'usage que l'on ferait des connaissances acquises. Dès lors, le type de connaissances requis et la source de ces connaissances restait vague. En outre, puisque les programmes en vigueur ne traduisaient pas clairement l'objectif poursuivi, l'enseignement supérieur favorisait très peu l'utilisation des compétences au service du progrès social et économique de l'Afrique.

5. On a estimé qu'il faudrait orienter l'enseignement vers l'utilisation des diplômés des établissements d'enseignement supérieur de façon plus efficace pour répondre aux besoins de développement de la majorité (on l'occurrence du milieu rural) en l'adaptant plus étroitement aux besoins de développement du monde rural, en élargissant son assise, en étant moins spécialisé, et en intégrant davantage son contenu.
6. La refonte des programmes apporterait la réforme voulue en matière d'organisation de l'enseignement. On a exprimé la conviction qu'il était impérieux d'orienter l'enseignement davantage vers le monde du travail; de lier plus étroitement l'apprentissage à la pratique et d'organiser l'acquisition de connaissances pratiques de façon à contribuer à la solution des problèmes de développement que la société rencontre. Les travaux de vulgarisation en médecine, en pharmacie, en ingénierie et en agriculture fourniraient des services et contribueraient dans le même temps à rendre l'apprentissage plus adapté aux réalités.
7. La réforme des programmes exigerait également que l'on introduise de nouvelles matières dans les établissements d'enseignement supérieur. Au nombre de ces disciplines, on compterait des matières jusqu'ici méconnues ou négligées, telles que la gestion industrielle, la mise au point de techniques appropriées, la politique en matière de technologie, l'enseignement commercial, etc..
8. On a estimé que la réforme des programmes devrait faire du diplômé de l'enseignement supérieur un élément plus productif pour la société et contribuerait largement à lui épargner de longues périodes de chômage, surtout si elle parvenait à lui inculquer l'esprit d'entreprise.
9. S'agissant des disciplines scientifiques, industrielles et techniques, le programme devrait maintenant être orienté de façon à combler le fossé entre la connaissance et les qualifications techniques des cadres et des techniciens sans perdre de vue la complémentarité des activités de ces deux catégories. Les techniciens et les scientifiques bénéficieraient d'une connaissance accrue des capacités techniques fondamentales grâce à une formation plus pratique tandis que le technicien ferait un meilleur travail si on élargissait sa base théorique.
10. Les consultations sur l'évolution des programmes pour le troisième cycle de l'enseignement étaient nécessaires entre les institutions universitaires et non universitaires. Leurs activités convergeaient dans une certaine mesure et les objectifs de ces dernières devaient donc aussi se recouper.

#### Recommandations

##### a) Echelon national

- i) Il faudrait orienter les programmes dans tous les domaines et particulièrement vers les besoins des communautés rurales qui constituent la grande majorité des sociétés africaines et qui sont les piliers des économies africaines;

- ii) Il faudrait mettre l'accent sur l'enseignement des technologies appropriées et pertinentes telles que la technologie alimentaire, la conservation, le stockage, la technologie rurale, l'énergie solaire, l'énergie nucléaire et d'autres domaines de compétence et de connaissance qui permettraient de s'attaquer rapidement à des problèmes ordinaires de développement au sein de la majorité des populations africaines;
- iii) Il faudrait incorporer dans les programmes des approches qui permettraient l'utilisation du milieu naturel comme base pour le développement de nouvelles technologies;
- iv) Il conviendrait d'incorporer dans les programmes des cours destinés à permettre aux étudiants de mieux percevoir et comprendre leur passé;
- v) Les programmes devraient prévoir une formation dans le domaine des communications pour permettre aux diplômés de communiquer avec les personnes avec lesquelles ils travaillent;
- vi) Les programmes devraient inclure toutes les disciplines de qualifications qui permettraient aux diplômés de communiquer avec les communautés rurales et de les assister dans leur développement;
- vii) Les plans d'étude devraient inclure des programmes qui viseraient à intensifier la formation de personnel médical et paramédical.

b) Echelon régional

- i) Création de commissions d'études pour conseiller les institutions africaines sur la réforme des programmes;
- ii) Création dans le cadre de la coopération régionale, d'une institution pour la production de manuels et de matériel pédagogique.

2. Recherche et diffusion de l'information

11. Il semble incontestable qu'un renforcement des possibilités de la recherche à l'université soit nécessaire en raison de sa faiblesse actuelle au niveau du continent; il a été convenu de la nécessité d'une action concertée pour améliorer la situation. Ce domaine a été considéré comme étant tout indiqué pour une coopération intrarégionale. En dehors de la nécessité d'une expansion quantitative des possibilités de la recherche, il était également impératif de parvenir à une plus grande adéquation de celle-ci aux besoins de l'agriculture, de l'industrie et du développement socio-économique général.

Des centres régionaux organisant une formation spécialisée dans les diverses disciplines pourraient très bien répondre à ce besoin. Les quelques informations actuellement fournies par les travaux de recherche n'ont pas, semble-t-il, fait l'objet d'une large diffusion parmi les institutions africaines, sans parler des gouvernements et des hauts dirigeants. Il a été décidé qu'à l'avenir, les résultats des travaux de recherche devraient être diffusés le plus largement possible, non seulement aux gouvernements et autres organes, mais également aux utilisateurs potentiels. Cette nécessité a été jugée d'autant plus impérative dans le cas où les résultats en question devaient avoir une incidence sur le développement de l'agriculture, de la science, de la technologie et de l'industrie.

### Recommandations

#### a) Echelon national

- i) Il est indispensable d'intensifier la recherche socio-économique portant sur les incidences des interventions en matière de développement telles que : difficultés d'ordre social et culturel soulevées par les méthodes de production agricole, résistance à la technologie ou à des méthodes de production nouvelles ou novatrices. Il importe également d'encourager l'application des résultats de la recherche à l'orientation des mesures de développement;
- ii) Il est indispensable d'affecter davantage de ressources à la recherche dans les institutions nationales.

#### b) Echelon régional

- i) Il est nécessaire de créer d'urgence une banque de données pour la recherche et la diffusion des résultats des travaux de recherche, ainsi que de promouvoir les revues et publications scientifiques africaines afin de faciliter la diffusion de l'information;
- ii) Il y a lieu d'intensifier la coopération en matière de recherche de façon à optimiser l'emploi des moyens de recherche et l'exploitation des résultats des travaux de recherche.

### 3. Enseignement postsecondaire et universitaire supérieur

12. Le nombre d'étudiants inscrits aux cours universitaires supérieurs a été jugé trop faible pour assurer le niveau de recherche préconisé. Il y aurait lieu d'augmenter les inscriptions par tous les moyens possibles et par les voies les plus rapides. Par ailleurs, il faudrait décourager dans toute la mesure du possible la

poursuite d'études universitaires supérieures à l'étranger, car elles sont d'un coût trop élevé pour les budgets réduits de l'Afrique.

#### Recommandation

Il est nécessaire d'intensifier les programmes d'études universitaires supérieures, en particulier dans les disciplines d'importance cruciale de la science, de la technologie, de l'industrie et de l'agriculture. Cette intensification présenterait l'avantage d'améliorer la qualité du personnel enseignant des institutions proprement dites ainsi que du personnel des secteurs de l'économie dans son ensemble.

#### 4. Perfectionnement du personnel

13. Les ressources en personnel des universités et des autres institutions étant constituées dans une large mesure par les diplômés d'études universitaires supérieures disponibles, les problèmes liés à l'étoffement des effectifs ne sauraient être dissociés de celui du nombre réduit des étudiants de ce niveau. Il importe d'augmenter le nombre des uns, ce qui pourrait permettre de répondre aux besoins en matière d'effectifs pour ce qui est des autres. A l'heure actuelle, une grande partie du personnel du troisième cycle est recrutée à l'extérieur de la région. Il arrive que leur niveau de compétence laisse à désirer. Il a été jugé souhaitable d'au moins accorder la priorité la plus élevée à la formation de personnel capable de remplacer ces étrangers. A cette fin, il faudrait encourager l'échange du personnel actuellement présent dans la région.

#### Recommandations

##### a) Echelon national

- i) Il importe de renforcer la formation du personnel des établissements, non seulement au moyen de cours universitaires normaux, mais également par l'organisation de journées d'études, séminaires, etc..

##### b) Echelon sous-régional

- i) Les centres de recherche nationaux et internationaux devraient servir à la formation en cours d'emploi, à l'épanouissement et à la motivation du personnel.

### 5. Formation du personnel de niveau intermédiaire

14. La tâche de formation du personnel de niveau intermédiaire devrait être partagée entre les institutions universitaires et non universitaires. Les universités devraient commencer par créer des facultés et des instituts pour assurer aux diplômés une formation dans tous les secteurs essentiels. Les cadres intermédiaires apportent un appui précieux qui augmente l'efficacité des cadres supérieurs. L'éducation et la formation du personnel des deux niveaux devraient par conséquent aller de pair afin que les deux catégories prennent conscience dès la formation de la complémentarité de leurs tâches respectives.

### Recommandations

#### a) Echelon national

- i) Création de facultés ou d'instituts pour assurer la formation des diplômés dans toutes les disciplines essentielles, ce qui renforcerait les activités des départements d'études existants;
- ii) Poursuite au niveau des enseignements supérieurs des programmes sanctionnés par un sous-grade.

### 6. Enseignement supérieur et développement communautaire et rural

15. En dehors du fait qu'ils étaient maintenus à l'écart des besoins du développement socio-économique, les étudiants de l'enseignement supérieur n'étaient pas encouragés à participer aux activités de leur communauté et à lui apporter leurs connaissances techniques. Il n'existait pas de possibilités de faire participer les étudiants et le personnel de l'enseignement supérieur à l'oeuvre du gouvernement, à la réalisation des études de faisabilité etc.. L'environnement socio-économique n'était pas utilisé, du moins de manière consciente, pour renforcer les compétences et améliorer les connaissances qui sont acquises dans les institutions d'enseignement supérieur. Il était absolument nécessaire que les universités et les gouvernements encouragent une action dans ce sens. De même, l'industrie devrait apporter son assistance à la formation industrielle et contribuer financièrement à l'éducation et à la formation des techniciens, des scientifiques et des ingénieurs. Ainsi, les institutions d'enseignement supérieur tireraient profit de l'environnement économique et social. A leur tour, elles devraient être amenées à contribuer à court terme au développement économique et social tel qu'il a été indiqué précédemment c'est-à-dire comme catalyseurs du développement de la technologie rurale et industrielle, en menant des recherches dans le domaine des sciences sociales, en assurant des services de vulgarisation, etc..

Recommandationsa) Echelon national

- i) Création de facultés ou d'instituts d'agriculture et de développement rural et octroi de grades et de diplômes dans le domaine du développement rural et des services agricoles;
- ii) Un effort conscient devrait être déployé pour étendre les services des universités et des autres institutions aux zones rurales où les compétences et les connaissances techniques et spécialisées pourraient être facilement mises au service des efforts déployés en matière de développement rural;
- iii) Il faudrait offrir plus de possibilités de formation, de recyclage et de perfectionnement aux fonctionnaires, ingénieurs, ingénieurs agricoles, enseignants et autres spécialistes qui exercent déjà leurs fonctions au sein de l'économie, en vue d'assurer un développement autonome constant et une plus grande efficacité;
- iv) Il faudrait déployer des efforts plus intenses pour que davantage de femmes aient accès à l'enseignement supérieur puisqu'elles constituent plus de la moitié de la population active et par conséquent la moitié du capital potentiel de la main-d'oeuvre africaine de niveau intermédiaire et de niveau supérieur.

7. Planification de la main-d'oeuvre

16. La politique de recrutement, les politiques d'allocation des ressources, les cycles de formation et l'organisation des matières etc. dans l'enseignement supérieur devraient maintenant plus que jamais auparavant être guidés par un plan de mise en valeur de la main-d'oeuvre fondé sur un plan de développement national. Ce plan indiquerait les besoins prioritaires en matière de compétence en ce qui concerne la main-d'oeuvre de niveau intermédiaire et de niveau supérieur pour les activités de développement dans tous les secteurs de l'économie. La mise en oeuvre du plan au niveau gouvernemental permettrait de réduire de manière appréciable le chômage des diplômés qui constitue un phénomène très courant en Afrique. Il serait également nécessaire d'assurer une orientation professionnelle pour appuyer les efforts déployés en matière de planification et de mise en valeur de la main-d'oeuvre en orientant les étudiants vers des choix rationnels dans des domaines d'études se rapportant aux besoins liés au développement.

## Recommandations

### a) Echelon national

- i) Que des plans de mise en valeur de la main-d'oeuvre soient formulés en consultation avec les institutions d'enseignement supérieur comme des principes directeurs pour déterminer les contingents d'inscrits et leur répartition entre les différentes disciplines, etc..

### 8. Rapports entre les établissements d'enseignement supérieur et les gouvernements

17. On a reconnu que si les ressources qui permettent aux établissements d'enseignement d'accomplir leur tâche sont fournies par les gouvernements, il n'est pas moins vrai que les rapports entre les établissements supérieurs et les gouvernements n'ont pas été particulièrement harmonieux dans l'ensemble. Il semble que le problème résulte d'un manque de communications entre les parties, tout autant que de suspicions et d'un manque de confiance réciproques. Il a été décidé que ces établissements d'enseignement devraient faire le premier pas et entamer avec les gouvernements le genre de dialogue qui permettrait de rétablir la confiance mutuelle et permettrait à ces établissements de contribuer plus rapidement aux décisions prises par les gouvernements et de participer à la planification et l'exécution des programmes.

## Recommandations

### a) Echelon national

- i) Les gouvernements, les universités et l'industrie devraient encourager la coopération mutuelle.

### b) Echelon régional

- i) Il faudrait demander à la CEA, l'OUA et l'AUA de réunir les représentants des gouvernements, des établissements d'enseignement et de l'industrie, afin qu'ils puissent décider ensemble comment ils pourraient contribuer plus efficacement à leurs activités mutuelles.

## 9. Coopération intra-africaine

18. On a reconnu que les établissements d'enseignement supérieur, individuellement et collectivement, auraient tout à gagner à coopérer et à unifier leurs efforts pour devenir plus fonctionnelles en ce qui concerne l'exécution du Plan d'action de Lagos. On a estimé que la coopération était indispensable dans tous les domaines.

### Recommandations

#### a) Echelon régional

- i) Il faudrait constituer un comité ad hoc pour étudier la possibilité de choisir les institutions qui se spécialiseraient dans des domaines bien définis de l'enseignement et de la formation à des fins régionales;
- ii) Il conviendrait de former un comité ad hoc, constitué par des représentants des établissements d'enseignement et des institutions spécialisées de l'ONU, afin d'étudier les mesures nécessaires à une réorientation des établissements d'enseignement supérieur, en fonction des besoins du Plan d'action de Lagos et de donner des directives à ce propos;
- iii) il faudrait établir un comité permanent de la Conférence pour observer l'application de ces recommandations et faciliter le suivi des activités;
- iv) La CEA, l'OUA et l'AUA devraient organiser une conférence des ministres et des fonctionnaires supérieurs pour essayer de remédier aux carences dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre dans les établissements d'enseignement, en ce qui concerne l'allocation des ressources pour les travaux de recherche, l'élargissement de la formation et les efforts collectifs régionaux. Une conférence au cours de laquelle les participants s'engageraient à fournir des contributions pourrait répondre aux besoins.

## 10. Mécanismes

19. Afin que les recommandations de la Conférence ne restent pas lettre morte, il a été décidé d'entreprendre les activités ci-après par l'entremise de l'AUA.

### Recommandations

#### a) Général

- i) Il faudrait créer des groupes d'études chargés d'étudier les programmes d'enseignement et de proposer les réformes appropriées;

- ii) Il faudrait créer un comité ad hoc chargé d'étudier la possibilité de choisir des institutions qui se spécialiseraient dans des domaines déterminés de l'enseignement et de la formation au niveau régional;
- iii) Il faudrait demander à la CEA, l'OUA et l'AUA de réunir les représentants des gouvernements, des établissements d'enseignement et de l'industrie, afin qu'ils puissent décider ensemble comment contribuer plus efficacement à leurs activités réciproques;
- iv) Il faudrait constituer un comité ad hoc formé de représentants des établissements d'enseignement et des institutions spécialisées de l'ONU, afin d'étudier les mesures nécessaires à une réorientation des établissements d'enseignement supérieur en fonction des besoins du Plan d'action de Lagos et de donner des directives à ce propos;
- v) Il faudrait créer un comité permanent de la Conférence pour suivre l'application de ces recommandations et assurer la poursuite des activités.

b) Spécifique

On a fait les recommandations suivantes, à appliquer immédiatement tant par les établissements d'enseignement, à titre individuel, que dans le cadre de la coopération régionale :

- i) Il faut orienter les programmes d'enseignement en fonction des besoins des communautés rurales, qui constituent la grande majorité des sociétés africaines et qui sont les piliers des économies africaines;
- ii) On devrait faire davantage d'efforts pour attirer plus de femmes dans l'enseignement supérieur, étant donné qu'elles constituent plus de la moitié de la population active africaine et qu'elles représentent donc, en puissance, plus de la moitié de la future main-d'oeuvre africaine de niveau intermédiaire et supérieur;
- iii) Plutôt que des écoles d'agriculture, il faudrait créer des facultés ou instituts de développement rural qui décerneraient des diplômes en matière de développement agricole plutôt qu'en matière de sciences agricoles;
- iv) Il conviendrait de commencer à donner des cours relatifs aux techniques de l'alimentation, à l'entreposage et à la conservation des produits, aux techniques rurales, à l'utilisation de l'énergie solaire et de l'énergie nucléaire, ainsi que d'autres domaines de spécialisation

qui permettraient aux diplômés de s'attaquer plus facilement aux problèmes de développement auxquels doivent faire face actuellement la majorité des populations africaines;

- v) Il conviendrait de décentraliser les universités et les autres établissements d'enseignement en fonction des besoins des zones rurales, dans lesquelles les aptitudes et les connaissances acquises pourraient être facilement utilisées au profit des activités de développement entreprises dans ces zones;
- vi) Il faudrait intensifier la recherche sociologique pour déterminer les répercussions des nouveaux programmes de développement dans les zones rurales, comme par exemple les dislocations sociales résultant des méthodes de production agricole, le refus d'accepter les nouvelles techniques ou méthodes de production, etc.;
- vii) Il faudrait également offrir davantage d'occasions en ce qui concerne la formation et le perfectionnement des connaissances des fonctionnaires chargés des études techniques, des spécialistes agricoles, des professeurs et autres spécialistes déjà à l'oeuvre dans l'économie, afin d'assurer un autodéveloppement permanent et d'obtenir des résultats plus concrets.

## II. GROUPE DE TRAVAIL B : L'ENSEIGNEMENT AU SERVICE DU CHANGEMENT ET DE L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

20. Le thème central était de savoir comment rendre l'enseignement supérieur fonctionnel, orienter et structurer le développement de façon à résoudre les problèmes et les obstacles liés au développement, encourager le changement, susciter un état d'esprit favorable à la créativité et à l'autonomie. Le thème appelle l'enseignement à devenir un outil efficace pour orienter l'évolution socio-économique. Le débat s'est focalisé sur les points suivants :

- a) Comment peut-on rendre l'enseignement apte à susciter l'innovation, le changement et l'autosuffisance par le biais :
  - i) des matières à enseigner et de l'orientation des programmes vers les besoins socio-économiques;
  - ii) de la recherche orientée vers le développement et la solution des problèmes;
  - iii) de la conception de manuels, d'outils pédagogiques et de l'enseignement technique : méthodes, professeurs, média, etc.;

- iv) l'élimination du chômage des diplômés;
  - v) de la formation de la main-d'oeuvre au niveau intermédiaire orientée vers le travail.
- b) Développer la capacité des établissements d'enseignement à participer directement à l'évolution socio-économique :
- i) production de pièces de rechange et services d'entretien;
  - ii) services consultatifs et d'ingénieurs-conseil;
  - iii) recherche en matière de technologie appropriée pour la solution des problèmes;
  - iv) enseignement productif : assurer l'intégration des universités et des industries;
- c) Examiner les propositions de projets en vue de la création d'ateliers de formation et de production dans les disciplines de l'ingénierie.

### 1. Plans nationaux de développement

21. Au cours du débat sur la question, il a été convenu qu'il faudrait identifier les domaines où les établissements d'enseignement supérieur devraient concentrer leurs efforts dans le cadre des plans de développement économique adoptés par les pays. Ces plans de développement qui doivent avoir un caractère global doivent être élaborés en ayant recours aux organes nationaux les plus compétents, qui soient conscients des objectifs à atteindre et qui représentent l'ensemble des institutions des secteurs économique, éducationnel, social et politique en vue de promouvoir l'utilisation optimale des ressources nationales. Ces plans qui doivent comporter des programmes et objectifs globaux en matière de mise en valeur des ressources humaines indiquant clairement les compétences requises en vue de l'exécution du plan national, devraient guider les établissements de formation dans leurs activités d'enseignement.

### Recommandations

- a) Les pays africains doivent par conséquent élaborer des plans prospectifs sur au moins 10 ou 15 ans, plans qui doivent être décomposés en plans quinquennaux et qui doivent accorder aux établissements un minimum de cinq années pour élaborer les programmes requis.

- b) Dans le cadre de tels programmes nationaux, les établissements africains d'enseignement supérieur doivent avoir pour objectifs de former des spécialistes hautement compétents dans tous les domaines d'intérêt national ainsi que dans les sciences et les techniques afin que les diplômés possèdent une connaissance pratique de la production et de la distribution, qu'ils soient capables d'utiliser au mieux les techniques modernes et de mettre au point la technologie future.

## 2. Orientation et contenu des programmes

22. Les programmes offerts par les établissements d'enseignement supérieur doivent donc permettre d'acquérir des connaissances pratiques en introduisant des éléments techniques modernes dans les moyens et instruments de production ainsi que dans la distribution. La mise au point de programme au niveau de l'enseignement supérieur doit prendre pleinement en considération les activités économiques en cours et le capital technologique de la société, ainsi que les plans nationaux de développement.

### Recommandation

Tous les programmes au niveau supérieur doivent inclure des cours qui assurent une connaissance appropriée de la société, des idéaux et des aspirations africains. A ce niveau, les programmes doivent pleinement tenir compte du passé de la majorité des étudiants en vue d'éliminer les difficultés qui découlent de l'absence de familiarisation avec la technologie. Ils devraient également permettre aux étudiants de se familiariser avec la pratique et l'expérience industrielles.

## 3. Recherche et développement

### Recommandation

La recherche-développement dans les établissements d'enseignement supérieur doit être axée sur les problèmes et viser à résoudre les problèmes actuels et futurs de l'industrie et de la société. En outre, elle doit viser à améliorer les connaissances afin de permettre à l'Afrique d'apporter une contribution aux connaissances mondiales et en tirer profit.

## 4. Conception de manuels et d'outils pédagogiques

23. Puisque l'aptitude des établissements d'enseignement supérieur à former la main-d'oeuvre appropriée dépend des résultats de l'enseignement secondaire, les établissements d'enseignement supérieur doivent participer activement à l'élaboration

des manuels et d'outils pédagogiques au profit des établissements d'enseignement secondaire. Il faudrait accorder une attention particulière à la nécessité de revoir les programmes et l'enseignement actuel des mathématiques et de la physique en particulier.

### Recommandations

- a) L'AUA, les gouvernements africains, les académies de sciences et les établissements d'enseignement supérieur doivent encourager la production de manuels dans tous les domaines de l'enseignement supérieur, notamment en matière de sciences et techniques où il existe très peu d'ouvrages écrits par des africains;
- b) L'Etat devrait franchement adopter des stimulants spéciaux pour les professeurs à tous les niveaux du système d'enseignement;
- c) Les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur devraient investir davantage dans des programmes d'enseignement supérieur prévoyant tant des études universitaires générales que l'acquisition d'expérience dans l'industrie, les administrations publiques et le secteur commercial;
- d) L'échange de personnel entre l'Etat, les industries et le secteur commercial d'une part et les établissements d'enseignement supérieur d'autre part devrait être encouragé;
- e) Il faut également assurer la formation pédagogique des enseignants des établissements d'enseignement supérieur. Le perfectionnement du personnel devrait s'étendre au personnel technique et de laboratoire de niveau intermédiaire;
- f) Afin de retenir le personnel, les gouvernements africains et les établissements d'enseignement supérieur d'Afrique devraient élaborer des politiques du personnel pouvant : retenir les individus doués, créer un climat favorable aux activités créatrices, fournir des fonds suffisants pour la recherche appliquée et pure; permettre au personnel de participer à la formulation des politiques nationales, en particulier de celles ayant des incidences sur les activités des établissements d'enseignement supérieur.
- g) Parmi les critères de rémunération et de promotion devraient figurer en bonne place non seulement les publications sur les recherches mais aussi les travaux de mise au point de produits ou de systèmes qui profitent aux industries et à la société;
- h) Afin d'augmenter le nombre de professeurs de sciences dans les écoles secondaires, il faudrait mettre davantage l'accent sur les écoles normales. Ces établissements devraient, au besoin, dispenser des programmes de rattrapage pour permettre à davantage d'étudiants d'y avoir accès.

## 5. Participation des établissements au développement national

### Recommandations

- a) Les établissements d'enseignement supérieur devraient utiliser leur capacité de travail pour produire les pièces et autres éléments nécessaires aux industries et à la société et ainsi promouvoir l'adaptation de l'enseignement et de la recherche aux réalités et augmenter leurs propres ressources financières;
- b) Les établissements d'enseignement supérieur devraient mettre sur pied des services d'ingénieurs-conseil pour mobiliser et fournir aux industries et à la société leurs stocks de compétences futurs. Les gouvernements devraient, par principe, recourir à ces services et à ceux fournis par d'autres ingénieurs-conseil locaux, de préférence aux services de consultants étrangers et, au moyen de mesures fiscales, inciter les industries à avoir recours aux services de consultants locaux.

## 6. Centres d'acquisition d'expérience

### Recommandation

24. Etant donné que les moyens et le fonctionnement des industries dans les pays africains ne suffisent pas pleinement pour faire acquérir le contenu industriel de la formation dans les domaines technologiques, il faut créer des centres d'acquisition d'expérience ou des sociétés d'apprentissage aux niveaux sous-régional et régional. La CEA devrait entreprendre, en collaboration avec les gouvernements africains, les études de faisabilité et énoncer les principes directeurs en vue de la mise en place de ces centres.

### III. GROUPE DE TRAVAIL C : UTILISATION MAXIMALE DU PERSONNEL, DE L'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL ET DES MOYENS DONT DISPOSENT LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

25. Le Groupe avait pour mission de rechercher le moyen d'augmenter sensiblement la "production" des établissements d'enseignement et de formation en étudiant diverses possibilités d'utilisation plus intensive des ressources disponibles : humaines, matérielles et financières. Les établissements des pays en développement doivent adopter des méthodes moins onéreuses de vulgarisation sur une grande échelle de l'enseignement et de la formation, au lieu de ne viser que quelques privilégiés. D'où la nécessité d'étudier et de formuler des propositions dans les domaines suivants :

- a) Politiques et stratégies propres à assurer l'utilisation maximale du personnel, des infrastructures d'accueil et des moyens dont dispose l'enseignement supérieur :
  - i) nature des moyens et besoins en matière de perfectionnement du corps enseignant;
  - ii) formation des enseignants dans des institutions africaines et par des programmes de perfectionnement;
  - iii) arrêt de l'exode des compétences africaines par le perfectionnement des enseignants;
  - iv) programmes de perfectionnement du personnel, service total des enseignants, années sabbatiques et travaux de recherche;
  - v) services techniques et consultatifs.
- b) Possibilité de doubler ou d'augmenter les contingents d'étudiants;
- c) Enseignement communautaire, cours du soir, enseignement fonctionnel et enseignement hors de l'université;
- d) Enseignement universitaire non théorique et programmes et techniques de télé-enseignement, universités "ouvertes", grades et diplômes en dehors de l'école, enseignement certificats et brevets par correspondance;
- e) Eventail des possibilités d'options et orientation des programmes.

26. Conformément aux directives qu'il avait reçues, le Groupe a examiné les diverses politiques et stratégies propres à maximiser l'utilisation par les établissements d'enseignement supérieur, des ressources et moyens en matière de personnel et d'accueil en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

1. Nature des moyens et besoins en matière de perfectionnement des enseignants

27. Les membres du Groupe ont été informés de l'expérience de certaines universités africaines pratiquant déjà une certaine coopération avec d'autres universités à l'échelon national et intra-africain. Cette coopération consiste généralement pour les établissements anciens, à détacher du personnel enseignant auprès de jeunes institutions pour des périodes de courte durée. Le Groupe a estimé qu'il importait que les établissements existant depuis un certain temps participent au perfectionnement

du personnel moins expérimenté et aident au perfectionnement du personnel enseignant et à l'élaboration des programmes des institutions récentes qui ne disposent pas des moyens nécessaires.

### Recommandations

- a) Les universités africaines devraient promouvoir le recours à l'enseignement à temps partiel, aux échanges d'enseignants et au détachement pour des périodes de courte durée pour combler leurs lacunes en matière d'enseignement et de recherche et il faudrait prévoir à cet effet des stimulants appropriés afin de rendre ces formules attrayantes;
- b) L'Association des universités africaines devrait servir de centre de liaison pour la mise en oeuvre de la recommandation a) ci-dessus, de façon que ce programme soit exécuté à l'échelon du continent;
- c) Des dispositions devraient être prises pour que le corps enseignant des universités africaines trouve attrayant de passer son congé sabbatique dans d'autres universités africaines;
- d) L'AUA, en collaboration avec la CEA et l'OUA et toute autre institution approprié, devrait organiser fréquemment des conférences d'experts provenant d'universités africaines, afin de permettre des échanges d'idées dans le cadre de disciplines déterminées;
- e) Le cas échéant, du personnel de niveau approprié qui ne fait pas partie des universités devrait renforcer le corps enseignant de ces universités et participer aussi aux projets de recherche.

### 2. Formation de professeurs dans les établissements d'enseignement africains et programmes de perfectionnement

28. Le Groupe a été d'avis que la formation des enseignants était un autre domaine vital dans lequel les universités peuvent apporter une contribution significative au Plan d'action de Lagos. Ils ont estimé que la formation universitaire supérieure en Afrique dans les domaines qui présentent un intérêt particulier a la plus grande importance.

### Recommandations

- a) Les universités africaines devraient coopérer, sous l'égide de l'AUA, en matière de formation et de perfectionnement du personnel enseignant au niveau universitaire supérieur, et à cette fin, elles devraient renforcer d'urgence leurs moyens de formation à ce niveau;

- b) Les universités et les gouvernements africains devraient créer des programmes de bourses d'études inter-universitaires;
- c) On devrait instituer un programme d'échanges entre les universités africaines et il conviendrait à cet égard que chaque pays réserve par exemple 10 p. 100 des places disponibles aux étudiants venant d'autres parties de l'Afrique, les dépenses (frais de scolarité et de séjour) étant entièrement prises en charge par le gouvernement hôte.

### 3. Limitation de l'exode des compétences en Afrique grâce au perfectionnement du personnel enseignant

29. On a fait remarquer que l'exode des compétences était une question extrêmement importante qui a déjà attiré l'attention de l'AUA. Le Groupe a examiné les deux aspects de ces problèmes, premièrement en ce qui concerne ceux qui ont déjà émigré, et deuxièmement dans le cas de ceux qui pourraient le faire. Les participants ont étudié les raisons de l'exode des compétences africaines vers d'autres continents et ils ont trouvé notamment que les intéressés étaient généralement mécontents des conditions de vie dans leur pays d'origine, qu'ils préféraient se rendre dans d'autres continents par suite de leur mariage ou de l'orientation de leurs travaux de recherche et de leurs intérêts professionnels à l'étranger, et aussi que les émigrés trouvent de meilleures conditions de travail à l'étranger (salaires plus élevés et plus grande liberté d'action).

### Recommandations

- a) L'AUA devrait faire l'inventaire exhaustif de tous les aspects de l'exode des cadres africains vers d'autres continents;
- b) Une conférence plénière devrait être convoquée par un organisme approprié afin d'étudier la question de l'exode des cadres africains vers d'autres continents, sur tous ses aspects, de trouver les moyens d'encourager le retour de ceux qui ont déjà émigré.

### 4. Programme de perfectionnement du personnel enseignant, horaires de travail, congés sabbatiques et travaux de recherche

30. Les membres du Groupe ont noté que certaines de ces questions ont déjà été étudiées, mais ils ont souligné le fait que les professeurs d'université ne devraient pas être surchargés de travail, afin qu'ils puissent disposer de suffisamment de temps, non seulement pour leur repos et leurs travaux de recherche, mais aussi pour fournir leurs services à d'autres universités, à leurs communautés et à leurs gouvernements.

Recommandations

- a) Des mesures nécessaires devraient être prises pour que les professeurs d'université disposent d'un temps suffisant pour exercer des fonctions autres que l'enseignement proprement dit, lesquelles ont été énumérées ci-dessus;
- b) Des assistants diplômés devraient prendre la relève des professeurs d'université et les remplacer par certains de leurs cours;
- c) La priorité devrait être donnée au perfectionnement du personnel enseignant en attribuant des crédits plus importants aux études universitaires supérieures;
- d) Les méthodes d'enseignement devraient être revues afin de simplifier les cours;
- e) De même, les méthodes d'enseignement devraient être revues afin d'éviter de mâcher le travail des étudiants et améliorer à cette fin les ressources des bibliothèques, afin que les étudiants puissent apprendre davantage par eux-mêmes;
- f) Il faudrait développer le volume des travaux de recherche, lesquels devraient être liés aux besoins locaux et aux besoins panafricains.

5. Services techniques et consultatifs

31. Le Groupe a noté que les universitaires n'étaient guère doués pour faire valoir et "vendre" leurs connaissances et qu'il est donc nécessaire de trouver un moyen d'informer les gouvernements et les autres utilisateurs éventuels de l'existence de la somme de connaissances et d'aptitudes que ces universitaires ont acquises ainsi que des résultats de leurs recherches, et de les encourager à faire appel à ces universitaires.

Recommandation

Chaque université devrait disposer de services techniques et consultatifs, pour établir des liens entre les universités et le monde extérieur, afin que celles-ci puissent participer activement au processus de développement.

6. Arguments en faveur du "double contingent" et de l'augmentation des contingents

32. M. Okonjo a résumé à l'intention du Groupe les différents aspects de proposition relative au "double contingent".

Recommandation

Toutes les universités africaines devraient étudier très sérieusement cette importante proposition, en vue de l'adopter, en tout ou en partie, à condition que cette adoption n'ait pas pour résultat d'abaisser le niveau des connaissances requises à l'entrée ou n'ait pas un effet défavorable sur la qualité des futurs diplômés.

7. Education au niveau de la communauté, etc.

33. Les membres du Groupe ont été d'avis qu'il était nécessaire d'organiser des cours du soir et différents types de cours extra-muraux. Bien que l'on ait remarqué que la plupart des universités africaines donnent soit des cours du soir, soit les deux catégories de cours, les membres du Groupe ont estimé qu'elles devraient faire davantage afin qu'un plus grand nombre d'habitants puissent bénéficier de l'occasion.

8. Enseignement non conventionnel

34. Le Groupe a également reconnu la nécessité de fournir un enseignement non conventionnel et un enseignement à distance.

Recommandations

- a) Il faut fournir les moyens nécessaires pour décerner des diplômes validant les études faites à l'extérieur;
- b) Les universités devraient organiser un beaucoup plus grand nombre de cours de perfectionnement pour répondre aux besoins divers de leur communauté.

9. Sujets offerts et orientation des programmes de cours

35. On a fait remarquer que les questions en jeu avaient déjà été examinées au premier stade des débats du Groupe.

## 10. Financement

### Recommandations

- a) Toutes les dispositions financières nécessaires devraient être prises au niveau des établissements d'enseignement, au niveau national et au niveau du continent pour que les recommandations qui précèdent soient appliquées;
- b) Le Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique organisé sous l'égide de la CEA devrait être renforcé afin de permettre aux chercheurs africains de poursuivre des travaux de recherche spécifique et pratique dans les universités africaines.

### IV. GROUPE DE TRAVAIL D : COOPERATION NATIONALE ET REGIONALE EN VUE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION SPECIALISEES EN AFRIQUE

36. Le thème principal était la coopération et la collaboration pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique par les moyens suivants :

- a) Coopération intra-africaine pour la mise au point de programmes spécialisés de formation et d'enseignement axés sur les besoins en main-d'oeuvre :
  - i) centres et programmes de formation spécialisés en ce qui concerne les compétences d'importance cruciale;
  - ii) programmes de formation et de bourses d'études dans des établissements africains, visant à réduire la dépendance à l'égard d'établissements étrangers et le coût excessif de l'enseignement hors d'Afrique;
- b) Coopération entre les universités et les instituts polytechniques en matière d'exécution de programmes de services de consultants pluridisciplinaires à l'appui du développement;
- c) Coopération entre les universités, l'industrie et le secteur public afin d'adapter l'apprentissage à la vie professionnelle de façon que l'enseignement soit mieux adapté et de contribuer à résoudre les problèmes soulevés par les goulets d'étranglement en matière de développement (possibilité de formation en cours d'emploi);

- d) Collaboration en matière de publications, d'établissement de manuels, de traduction (française ou anglaise) des travaux de recherche et production de matériels pédagogiques;
- e) Collaboration au développement de techniques appropriées grâce à la mise en commun de l'expérience et des résultats de la recherche.

37. Il a été jugé nécessaire de définir avec précision les objectifs que devrait viser la coopération entre établissements d'enseignement supérieur. Ces objectifs étaient entre autres :

- a) La coopération devrait viser essentiellement à aider les établissements nationaux à améliorer leur capacité de formation, de recherche et de vulgarisation afin de réaliser les objectifs énoncés dans le Plan d'action de Lagos;
- b) La coopération entre ces établissements permettrait aux pays africains d'utiliser au mieux les compétences dont ils disposent;
- c) La coopération favoriserait le perfectionnement du personnel et la formation d'enseignants;
- d) Les besoins de développement de chaque pays dépassant largement leurs possibilités, la coopération s'impose, en particulier en matière d'études spécialisées dans les domaines revêtant une importance critique, tels que l'ingénierie, la médecine, l'agronomie, la technologie alimentaire, l'informatique, le management, la technologie et la formation des enseignants;
- e) Enfin, la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur permettrait à l'Afrique de mettre sur pied des centres spécialisés d'études avancées aux niveaux régional et sous-régional.

38. Après avoir défini les buts et les objectifs de la coopération, le Groupe a décidé de définir quelques-unes des mesures propres à assurer cette coopération. A ce propos, on a fait observer qu'il existait déjà une certaine coopération entre ces institutions, encore qu'elle soit inorganisée et limitée.

39. Le Groupe a estimé que le meilleur moyen d'assurer la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur était de prendre les mesures suivantes :

- a) Echange d'enseignants;
- b) Echange d'étudiants;
- c) Echange de publications;
- d) Création d'associations professionnelles.

Recommandations

- a) Les gouvernements devraient mettre à la disposition des établissements d'enseignement supérieur les moyens nécessaires à l'échange d'enseignants et d'étudiants;
- b) Des programmes de bourses d'études universitaires supérieures devraient être instaurés dans le plus grand nombre d'universités possible. A cet égard, les universités devraient s'efforcer d'atteindre parmi leur population étudiante, un minimum de 10 p. 100 d'inscrits dans les études universitaires supérieures, dont 10 p. 100 d'étudiants étrangers;
- c) Le programme de bourses d'études actuellement organisé par la CEA devrait recevoir une plus large publicité dans les établissements d'enseignement supérieur;
- d) Les gouvernements, les organisations régionales, internationales, ainsi que les institutions donatrices, devraient fournir un appui aux associations professionnelles, ce qui faciliterait la formation et l'échange de renseignements au sujet des programmes, des compétences et des travaux de recherche. Ces associations constituent des moyens efficaces pour la mise en oeuvre des objectifs du Plan d'action de Lagos;
- e) Une collaboration en matière de publication d'ouvrages scientifiques est essentielle afin d'en assurer la diffusion et de les adapter à la culture locale, ce qui permettrait de les rendre moins abstraits et moins esotériques. Cette méthode devrait susciter l'intérêt pour la science;
- f) Un organe de coordination devrait être créé à l'échelon national pour assurer la coopération entre les universités, les instituts polytechniques et les centres de recherche. Cet organe élaborerait et appliquerait des politiques en matière de science et de technologie à l'échelon national, tout en coordonnant entre les universités, les instituts polytechniques et les centres de recherche des programmes de services consultatifs pluridisciplinaires destinés à favoriser le développement. Cet organe assurerait également la gestion du fonds dont la création est proposée au para. 181 du Plan d'action de Lagos (A/S-11/14 annexe I);
- g) Tous les gouvernements devraient fournir un appui aux centres spécialisés d'études avancées, régionaux et sous-régionaux. Les organes régionaux et internationaux sont priés instamment de collaborer avec les gouvernements africains à cet effet.

## V. RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE

STRATEGIE ET OBJECTIFS GENERAUX DANS LE CADRE DE LA MISE EN  
OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LAGOS

40. L'objectif principal de la Conférence est d'élaborer les détails des mesures à prendre et de leurs modalités d'application pour que les instituts d'enseignement supérieur puissent contribuer efficacement à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. L'objectif ultime du Plan d'action de Lagos est de bâtir sur une fondation ferme, une économie autonome et intégrée, accompagnée d'une production et d'une distribution alimentaire suffisantes ainsi que d'un degré d'industrialisation qui puisse affranchir l'Afrique du sous-développement et de la dépendance économique. La réalisation de cet objectif est un défi pour les instituts d'enseignement du troisième cycle qui doivent examiner le rôle qui leur incombe dans les domaines suivants :

- i) Mise en valeur des ressources humaines afin de répondre aux besoins de développement socio-économique des Etats africains;
- ii) Moyens et connaissances scientifiques et technologiques essentielles à la promotion du développement rapide et l'indépendance économique;
- iii) Coopération avec les instances gouvernementales et autres agences de développement dans le domaine de la planification et de l'exécution des programmes de développement socio-économique.

41. La stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos exige des instituts d'enseignement supérieur :

- a) Une réévaluation critique de leur statut actuel, de leur rôle et de leurs activités sociales;
- b) Une identification des problèmes socio-économiques et des réalités du continent africain;
- c) Une réorientation de leur rôle et de leurs activités à la lumière des objectifs de développement du Plan d'action de Lagos.

42. Les représentants accrédités des instituts africains d'enseignement supérieur participant à la Conférence décident de veiller à la mise en oeuvre rapide des recommandations ci-dessous mentionnées de cette Conférence, recommandations destinées à assurer l'exécution urgente et totale du Plan d'action de Lagos.

## Recommandations

(Voir les recommandations générales, section X du rapport principal)

### a) Programme et orientation

(Voir les paragraphes 10, 12, 15, 19, 21, 35 et 39)

- i) Les programmes du système d'enseignement en Afrique doivent être axés sur la satisfaction des besoins dans le domaine du développement socio-économique des Etats africains, et en particulier les besoins des communautés rurales qui constituent la grande majorité des sociétés africaines et les piliers des économies africaines;
- ii) Les instituts d'enseignement du troisième cycle devraient introduire des cours de technologie appropriée et pertinente tels que la technologie alimentaire, la conservation, le stockage, la technologie rurale, l'énergie solaire, l'énergie nucléaire et autres domaines de savoir-faire qui prépareraient mieux les diplômés à contribuer plus efficacement aux efforts de développement au profit de la majorité du peuple africain;
- iii) Il faudrait inclure dans les programmes d'enseignement des méthodes appropriées qui tiennent compte de la base des étudiants n'ayant au départ aucune connaissance en matière de technologie, en développant leurs connaissances pratiques;
- iv) Il faudrait inclure dans le programme d'enseignement, des cours qui offrent aux étudiants une bonne connaissance de la société africaine par rapport à son passé, à ses idéaux et à ses objectifs;
- v) Il faudrait inclure dans les programmes d'enseignement des connaissances dans le domaine de la communication qui permette aux diplômés d'établir des contacts entre eux.

### b) Recherche et développement

(Voir les paragraphes 11, 13, 19, 22, 27, 30 et 35)

- i) La recherche et le développement dans les instituts d'enseignement supérieur devraient être intensifiés et orientés vers la solution des problèmes socio-économiques, de l'industrie et de la société en Afrique;

- ii) Il convient d'intensifier la recherche socio-économique sur les conséquences du développement intervenu tels que les problèmes sociaux et culturels posés par des méthodes agricoles novatrices de production, le rejet de la technologie ou de nouvelles méthodes de production et de l'utilisation des résultats des recherches pour mieux orienter le développement;
- iii) Il faudrait créer une "banque de données" pour la recherche et la diffusion des résultats de recherche, ainsi que la rédaction de revues des publications universitaires africaines en vue de faciliter la diffusion de l'information;
- iv) La coopération en matière de recherche par le partage des moyens et l'échange des informations devrait être renforcée afin d'optimiser la recherche et ses emplois.

c) Services

(Voir les paragraphes 15, 17, 18, 19, 23 et 31)

- i) Les établissements d'enseignement supérieur devraient favoriser une plus grande compréhension et la coopération entre eux-mêmes et l'Etat ainsi que les industries et la société en assurant des services d'ingénieurs-conseil, des services techniques et de consultants;
- ii) Les établissements d'enseignement supérieur devraient employer les ressources dont ils disposent à produire les pièces et éléments requis par les industries et la société afin d'adapter l'enseignement et la recherche aux réalités et rendre service à la communauté;
- iii) Il faudrait créer des centres d'acquisition d'expérience ou des "entreprises d'enseignement" pour les établissements du troisième cycle pour dispenser des cours pratiques dans les disciplines techniques en plus de la formation que peuvent offrir les entreprises établies dans la société;
- iv) L'enseignement non conventionnel et la formation en cours d'emploi devraient être dispensés dans des établissements du troisième cycle pour faire face aux besoins socio-économiques de l'Afrique, avec des cours extra-universitaires sanctionnés par des diplômes, des programmes d'alphabétisation, des cours de recyclage, etc.;
- v) Les services des établissements d'enseignement supérieur devraient être étendus aux zones rurales où les aptitudes, compétences et connaissances acquises par les étudiants pourraient servir aisément aux fins du développement rural.

d) Planification et perfectionnement dans le domaine de la main-d'oeuvre

(Voir les paragraphes 14, 16, 19 et 21)

- i) Les établissements d'enseignement du troisième cycle devraient participer à la planification dans le domaine de la main-d'oeuvre compte tenu des besoins socio-économiques de l'Afrique;
- ii) La planification universitaire dans les institutions supérieures de formation devrait être adaptée aux besoins projetés en main-d'oeuvre afin de freiner le chômage des diplômés qui tend à entraîner la fuite des compétences, et aussi d'éviter un gaspillage de la main-d'oeuvre par un mauvais emploi des diplômés dans des domaines qui ne sont pas ceux de leur formation;
- iii) L'enseignement supérieur devrait absorber un plus grand nombre de femmes puisque ces dernières représentent plus de la moitié de la population active potentielle;
- iv) Les programmes de formation intermédiaire à l'université devraient être poursuivis afin d'aider à développer la formation de cadres moyens;
- v) Des mesures positives devraient être prises pour le perfectionnement du personnel en quantité et qualité suffisantes pour tous les niveaux d'enseignement par l'expansion de programmes de formation comprenant la formation pédagogique et l'expérience professionnelle, l'échange de personnel entre l'administration, l'industrie, le commerce et les institutions de formation supérieure;
- vi) Les programmes du niveau universitaire supérieur, devraient être intensifiés notamment dans les disciplines essentielles en matière de science et de technique, afin d'améliorer le niveau de la main-d'oeuvre dont disposent les établissements d'enseignement pour les besoins de la formation et des économies dans son ensemble.

e) Mise en valeur des ressources

(Voir les paragraphes 11, 22, 23, 28, 29, 35 et 39)

- i) Les établissements d'enseignement supérieur devraient prendre une part active à la production de manuels et outils pédagogiques, notamment dans le domaine scientifique et technique en intégrant cette production, dans la mesure du possible, à la culture locale, afin de répondre

aux besoins essentiels des établissements d'enseignement secondaire qui sont les pourvoyeurs des établissements d'enseignement supérieur;

- ii) Les établissements d'enseignement supérieur devraient également s'assurer le soutien et la coopération de l'AUA, des gouvernements africains et des académies des sciences pour l'élaboration de manuels dans tous les domaines de l'enseignement supérieur, en particulier en matière de sciences et de techniques, domaines dans lesquels il existe actuellement peu d'ouvrages écrits par des africains;
- iii) Les établissements d'enseignement supérieur devraient participer à la conception et à l'élaboration de matériels au profit du système d'enseignement.

f) Coopération intra-africain

(Voir les paragraphes 18, 23 et 39)

- i) Un système d'inscription et d'échanges d'étudiants devrait être établi entre les établissements africains d'enseignement supérieur au niveau des quatre premières années universitaires et au niveau universitaire supérieur;
- ii) Des comités spéciaux devraient être constitués en vue d'examiner la possibilité de choisir un certain nombre d'établissements pour les spécialiser dans des domaines d'enseignement et de formation déterminés de portée régionale.

g) Double contingent

(Voir le paragraphe 32)

- i) Les institutions africaines d'enseignement supérieur devraient sérieusement envisager la possibilité de toucher un plus grand nombre d'étudiants en recourant au système du "double contingent", surtout dans les domaines de formation les plus critiques pour l'économie nationale;
- ii) Il faudrait établir un dialogue avec les pouvoirs publics et la communauté sur les conséquences et les modalités pratiques d'un tel régime d'études.

h) Engagement solennel

Les participants ici présents, représentant ou étant eux-mêmes des dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur, prennent l'engagement solennel, individuellement et collectivement, d'oeuvrer à la prompte mise en oeuvre des recommandations et résolutions de la Conférence en vue d'assurer la pleine réalisation du Plan d'action de Lagos.

# MOTION DE REMERCIEMENT DES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE

La Conférence des recteurs, vice-chanceliers et présidents des institutions d'enseignement supérieur d'Afrique réunie à Addis-Abeba du 25 au 29 janvier 1982, organisée conjointement par la Commission économique pour l'Afrique et l'Association des universités africaines en collaboration avec l'OUA et l'UNESCO :

- exprime sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'accueil chaleureux et fraternel dont les délégués ont été l'objet.
- exprime tout particulièrement sa reconnaissance au Camarade Goshu Wolde, Ministre de l'éducation de l'Ethiopie, pour l'honneur qu'il lui a fait en rehaussant de sa présence la cérémonie d'ouverture et pour l'importante allocution qu'il a prononcée à cette occasion.
- saisit aussi cette opportunité pour exprimer ses profonds remerciements d'une part à la CEA, à l'AUA et d'autre part à l'OUA et à l'UNESCO pour l'heureuse initiative qu'elles ont eue de convoquer les présentes assises, la parfaite organisation matérielle de la Conférence et les communications enrichissantes qu'elles ont présentées.
- apprécie hautement la contribution de qualité de l'Université d'Addis-Abeba et de son dynamique recteur, M. Duri Mohammed, qui ont déployé des efforts louables pour rendre le séjour des participants agréable et instructif et pour avoir assumé avec une parfaite maîtrise la direction de nos travaux.

Nous adressons enfin nos remerciements et félicitations au secrétariat de la Conférence et à tous ceux qui ont, de près ou de loin contribué au succès des présentes assises.

